

De Bilbao à Saint-Jean-Pied-de-Port préparatifs et évacuation



Lorsque près de 600 enfants arrivent à la Citadelle, à plusieurs centaines de kilomètres de chez eux, ils se retrouvent à l'abri, loin de la guerre là où ils pourront recommencer à vivre plus ou moins normalement. Cependant leur évacuation et leur installation dans ce lieu ne se sont pas faites en un seul jour; elles sont le résultat d'un long travail et d'une organisation complexe. Dans ce chapitre nous tâcherons donc de savoir comment s'est décidée leur évacuation à Saint-Jean-Pied-de-Port mais aussi quels acteurs ont pris part à tout cela. Le contexte de la France et de la région d'accueil étant important, nous les détaillerons tout comme nous tenterons de savoir qui étaient ces enfants.

I/ Les enfants d'Euzkadi

Pour comprendre quelle population abrite la colonie de Saint-Jean-Pied-de-Port, il est intéressant de connaître leurs caractéristiques : leurs origines géographiques, sociales, leur âge et leur nombre. Tout ceci aide à la compréhension des origines d'un tel exil mais aussi au déroulement de celui-ci. En effet, il nous faut voir si ces enfants ont des caractéristiques communes qui peuvent nous permettre de définir un profil type de l'enfant évacué.

Leur origine sociale

Lorsque l'idée de l'évacuation des enfants vers l'étranger a émergé, les partis politiques ont dans un premier temps décidé de répartir les places entre eux selon une proportionnelle basée sur les résultats des élections du 18 juillet 1936 dans le territoire encore sous le contrôle du gouvernement basque. Ils incluent dans cette proportionnelle les syndicats et les anarchistes. Ceci donne la répartition suivante : PNV/SOV 50%, PSOE/UGT 25%, Gauche Républicaine 12,5%, PCE 10% et FAI/CNT 2,5¹. Cependant lorsque le mouvement s'est accéléré et que la situation est devenue urgente, ce plan a été mis de côté et tous ceux qui voulaient être évacués ont été acceptés. Les différents partis ne procèdent plus à la vérification de l'affiliation politique des parents. Donc, la manière de s'inscrire ne se fait plus seulement par le biais des partis politiques mais aussi dans les écoles directement.

Sur l'origine sociale des enfants, il y a vraiment peu de choses à exploiter mis à part leurs propres témoignages car les renseignements dont nous disposons

¹ LEGARETTA Dorothy, *The Guernica generation: Basque Refugee Children of the Spanish Civil War*, University of Nevada, Reno, Nevada, 1984, p. 38

sont basés sur les listes des enfants qui ne contiennent que leur nom, prénom, âge et parfois la commune d'origine. Ils permettront tout de même de tirer des conclusions même si elles peuvent paraître approximatives. Tout d'abord il paraît évident que les enfants qui sont évacués ne sont pas ceux des familles les plus aisées et notamment des grands industriels qui eux ont mis leurs enfants à l'abri bien avant l'invasion de la Biscaye. D'ailleurs, beaucoup de ces familles possédaient des maisons en France et notamment dans les environs de Saint Jean de Luz. Il en est de même pour les responsables politiques les plus importants. D'autre part, il paraît logique que les sympathisants de la cause franquiste ne soient pas concernés par ces évacuations d'enfants car ils attendent l'arrivée des "libérateurs". Mais ils peuvent toujours craindre les bombardements qui ne font pas de distinction politique et donc envoyer leurs enfants à l'étranger. De même les familles peu politisées peuvent décider de mettre leurs enfants à l'abri pour les mêmes raisons.

Les parents de ces enfants sont des gens qui ont peut être des charges politiques ou qui sont engagés dans la lutte contre les fascistes, comme dans le cas de Jokin Etxebarria, troisième enfant d'une mère responsable locale du PNV et qui est âgé de 5 ans lors de son évacuation et, avec qui j'ai réalisé un entretien¹. Sa mère, craignant fortement l'arrivée des troupes franquistes, confie ses trois enfants au gouvernement basque pour les mettre à l'abri. Ce sont aussi des gens qui craignent les ravages de la guerre, des bombardements et qui veulent donc protéger leur progéniture. Mais ce sont surtout des gens des classes populaires qui n'ont pas les moyens de fuir ou de se mettre à l'abri et qui remettent leurs enfants aux autorités.

L'âge des enfants

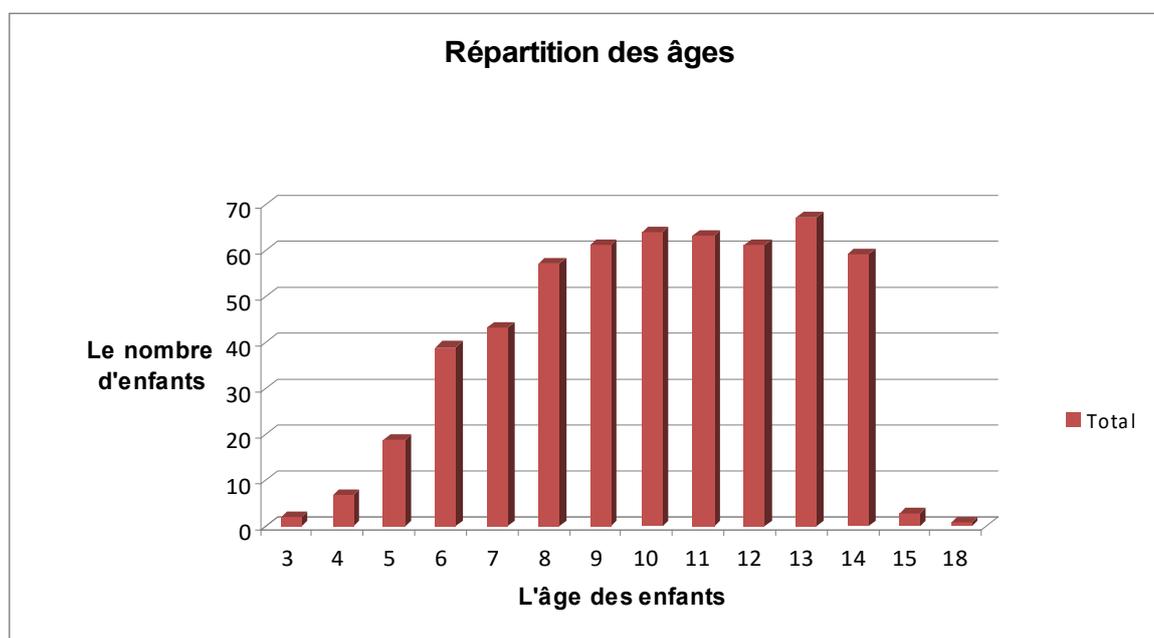
Lorsque l'évacuation des enfants débute grâce à la marine anglaise, le gouvernement britannique a imposé que les enfants n'aient pas plus de 14 ans car il considère qu'au delà c'est une population qui est capable de participer à l'effort de guerre. Leur évacuation serait considérée comme une violation de leur neutralité dans le conflit². A partir des listes existantes, nous avons donc composé

1 Entretien avec Jokin Etxebarria, 07/02/2014, Louhoussoa.

2 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio. Génesis de las escuelas vascas y las colonias escolares 1932 – 1940*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983. p 48-49.

le graphique ci-dessous et on remarque clairement qu'il n'y a en effet que très peu d'enfants qui ont plus de 14 ans (seulement 4). Ces exceptions s'expliquent par le fait que le seul qui ait 18 ans vient du Sanatorium de Gorkiz et est un cas vraiment à part¹. Les autres se sont embarqués en donnant de fausses identités. L'absence de papiers officiels et l'état d'urgence dans laquelle s'opère l'évacuation empêche de procéder à des vérifications à une aussi grande échelle².

D'autre part on voit qu'il y a très peu d'enfants de moins de 5 ans alors que les Britanniques n'ont en aucun cas imposé un âge minimum pour être évacué. Cependant on conçoit facilement que les familles n'aient pas voulu envoyer les enfants en bas-âge qui ont encore besoin de leur mère. Mais tout de même il y en a un certain nombre et en observant la liste on remarque que dans la plupart des cas, ils sont accompagnés de frères ou sœurs³. Certains parents ont donc pris la décision d'envoyer les plus petits en les confiant à leurs aînés. Il faut aussi noter que certains enfants sont orphelins et sont donc évacués d'office par le gouvernement basque.



1 ANONYME, *Evacuation et rapatriement du Sanatorium de Gorkiz*, Bilbo, Ed. Diputación Provincial de Vizcaya, 1937.

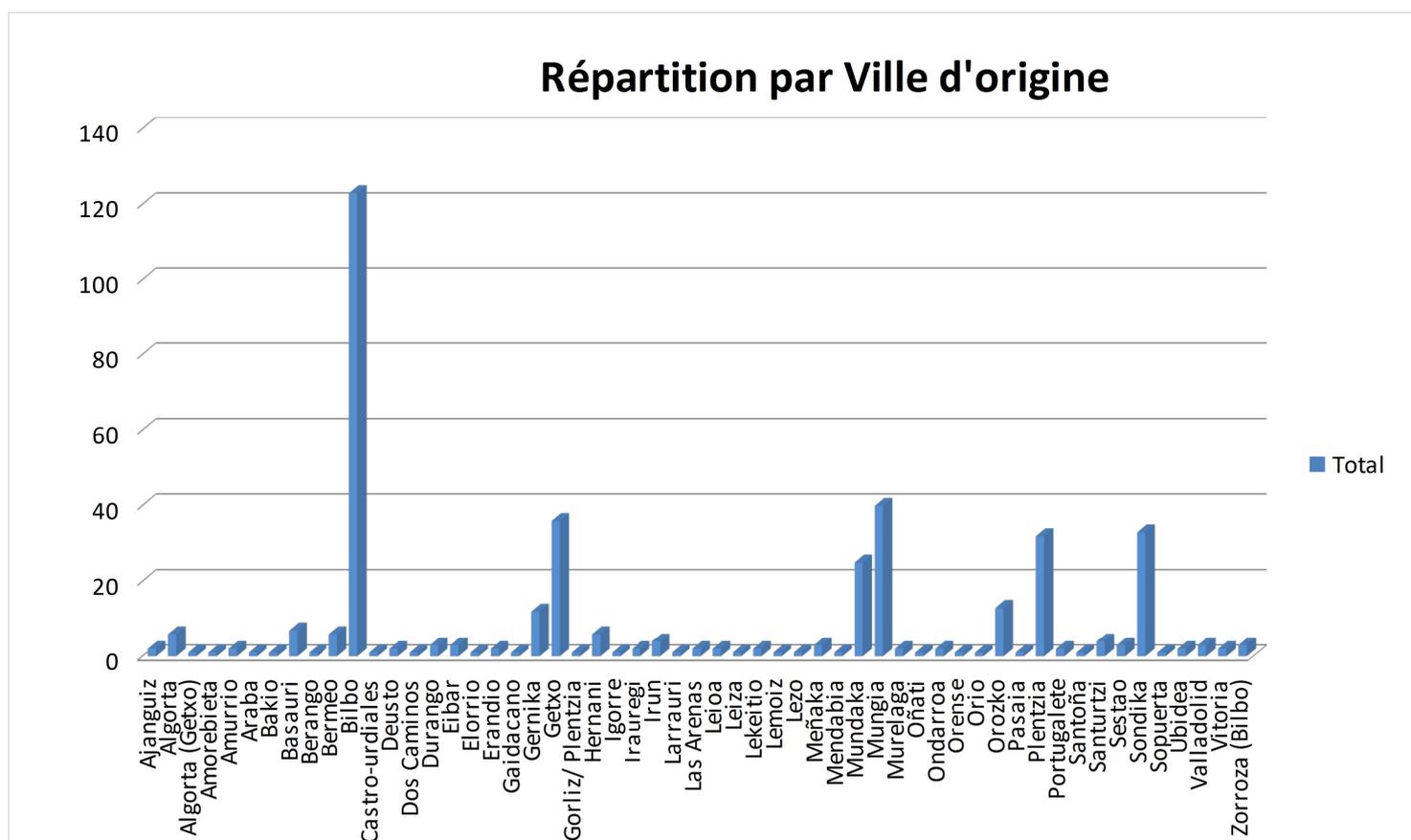
2 Entretien avec Jokin Etxebarria, 07/02/2014, Louhoussoa.

3 Annexe 1. Même si les liens de parentés ne sont pas clairement notifiés la même ville d'origine et la présence des noms de familles du père et de la mère dans les patronymes, comme il est d'usage en Espagne, ne permettent pas le doute quant aux liens de famille.

Leurs origines géographiques

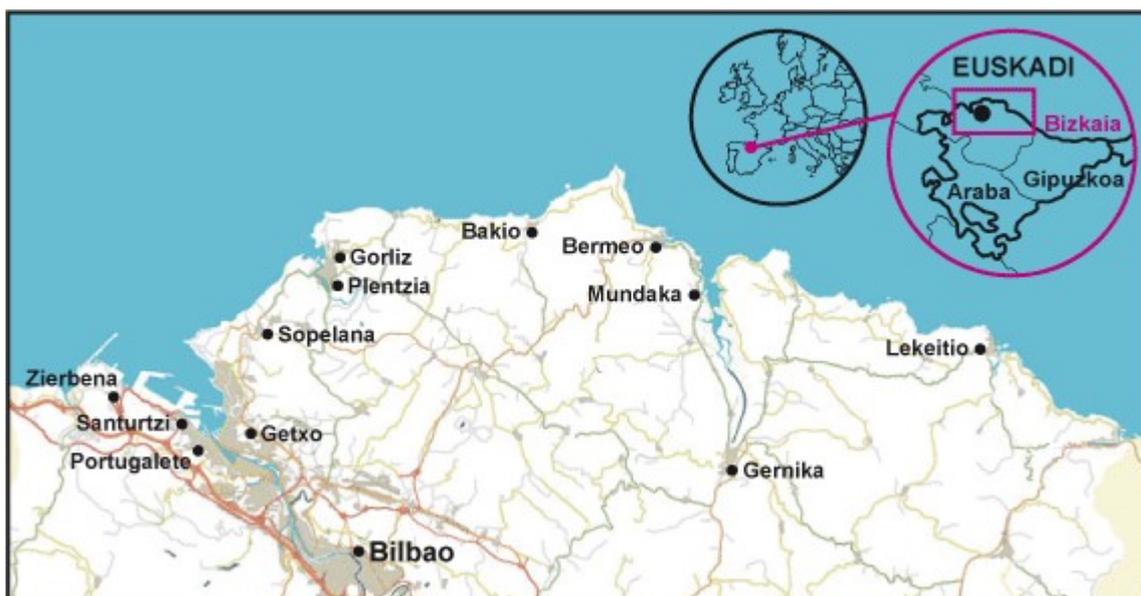
La provenance des enfants aussi permet de comprendre qui ils sont. L'analyse notamment de la liste rédigée le 13 août 1937 recensant 501 enfants¹ apporte des éléments intéressants du fait qu'elle donne la commune d'origine de chacun d'entre eux.

Dans un premier temps on constate que l'écrasante majorité des enfants sont originaires de Bilbao et de ses proches environs ce qui en soi n'a rien d'extraordinaire car les enfants qui s'étaient réfugiés dans la capitale biscayenne avant la campagne de Biscaye avaient été déjà évacués. Il ne faut pas oublier que les enfants envoyés à St Jean Pied de Port sont parmi les derniers à être évacués. Donc l'évacuation se fait au fur et à mesure que les franquistes avancent et la priorité est donnée à ceux qui sont déjà en fuite.



¹ Euskadiko Artxibo Historikoa - Archivo Histórico de Euskadi (EAH - AHE). Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Hacienda . Secretaría General . Secretaría . Correspondencia – Vol: 50 – Leg: 583 – Nde Leg: 06, Liste des enfants envoyés à Saint Jean Pied de Port, juin 1937

Dans cette liste on remarque qu'il y a beaucoup d'enfants qui sont originaires de Bilbao, ce qui n'a rien d'étonnant vu l'importance de la ville. Mais il y a des villages tels que Mundaka, Sondika, Orozko, Mungia ou Gernika qui sont très représentés¹ alors qu'aucun à cette époque ne dépasse les cinq mille habitants. Dans un premier temps nous avons pensé que l'administration, pour simplifier les inscriptions, a nommé comme village d'origine la plus grosse commune de la région d'origine de chaque enfant du fait de la multitude de villages ne dépassant pas les mille habitants dans la Biscaye rurale d'alors. Mais une étude plus approfondie des archives et notamment des brouillons des préparatifs de l'évacuation² démontre que dans chaque école les parents donnent l'autorisation d'évacuation de leurs enfants et que les enseignants font remonter ces listes au gouvernement. Il est donc clair que l'évacuation est organisée par ville et que donc les enfants de chaque village se retrouvent principalement dans les mêmes colonies ce qui explique cette sur-représentation évoquée ci-dessus. Ceci est un point très intéressant car à notre connaissance il n'a encore jamais été soulevé.



Carte de la région d'origine de la majorité des enfants

D'autre part, en observant la liste des enfants, on remarque la présence de villages ou de régions d'origine qui dès le soulèvement ou rapidement se sont retrouvés en zone franquiste. On peut se dire que cela pourrait être le fait de la fuite des familles des zones franquistes comme par exemple Maria Luisa Cortina

¹ Annexe 1.

² EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04. Listes provisoires pour l'encadrement d'une grande colonie en France, mai 1937.

Lengara originaire de Las Arenas en Navarre. Mais comme l'explique Jesus Alonso Carballes¹, le déplacement d'une zone à une autre est quasi impossible à cause du front. Donc, ce sont des enfants qui se trouvent déjà en zone républicaine lors du soulèvement de manière plus ou moins fortuite. On peut expliquer cela du fait d'un déplacement avec les parents ou alors pour avoir été envoyés en vacances chez un proche ou alors en colonie de vacances. Car il ne faut pas oublier que le soulèvement a eu lieu en plein été.

Enfin parmi ces enfants on remarque la présence de Exiquio Perez Lopez qui est originaire de Castro-Urdiales en Cantabrie, qui est sous contrôle républicain au moment de l'évacuation et de ce fait il n'a aucune raison de ne pas se trouver avec sa famille. Sa présence à la Citadelle peut paraître exceptionnelle cependant elle témoigne de la présence d'enfants de Cantabrie et des Asturies dans la majorité des colonies basques. En effet les autorités de ces deux régions n'ont pas mis en place d'évacuation pour les civils mais par contre le gouvernement basque a largement utilisé le principal port de Cantabrie, Santander, pour ses propres évacuations. Logiquement des familles locales ont donc saisi l'opportunité qui se présentait pour mettre à l'abri leurs enfants. Ainsi plusieurs enfants comme Exiquio Perez Lopes ont réussi à intégrer le groupe qui allait à la Citadelle avant l'embarquement, sûrement pendant le transit à Santander.

Les chiffres

Lorsque l'on parle du nombre d'enfants hébergés à la Citadelle, les auteurs parlent communément de 600 mais Gregorio Arrien évoque le chiffre de mille², tout comme Luis Arbeloa, le directeur de la Citadelle, dans son rapport envoyé le 1er avril 1938 au gouvernement d'Euskadi.

Le chiffre de 600 est basé sur les deux grands arrivages d'enfants de l'été 37 mais le nombre d'enfants qui ont fréquenté l'établissement est bien plus important. Le 24 juin, ce sont 502 enfants qui arrivent avec le personnel dans cette bâtisse abandonnée³, puis ils sont rejoints le 6 juillet par 70 autres selon *La*

1 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937: *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica...* *op.cit.* p.141.

2 Entretien avec Gregorio Arrien 16/03/2014, Gernika.

3 EAH-AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Asistencia Social . Evacuación . Secretaría . Listados – Volumen: 300 paginas- legajo: 462- numero de legajo: 07. Liste des enfants envoyés à Saint Jean Pied de Port, juin 1937

*Presse du Sud Ouest*¹ et environ une centaine selon *La Gazette de Biarritz*². À partir de cette date on voit les chiffres du nombre d'enfants présents à la colonie baisser au fur et à mesure : selon le directeur, il n'y en a plus que 434 au premier avril 1938³ et environ 250 au 31 mars 1939⁴. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il n'y a eu que deux arrivées d'enfants à la Citadelle et que ceux-ci sont partis peu à peu. En effet c'est beaucoup plus complexe, car les arrivées et les départs à la Citadelle sont incessants car ils se font par petits groupes ou individuellement pour des raisons diverses. Par exemple, le 14 septembre 1938, ce sont 36 enfants qui arrivent du refuge de Berck-Plage⁵ qui vient de fermer et le petit Jokin Etxebarria est évacué au cours de l'année 1938 vers l'hôpital de la Roseraie à Guethary pour soigner une infection et ne revient pas.

Pour nous apporter un nouveau regard, nous avons réalisé un graphique en nous basant sur les chiffres du gouvernement basque et ceux de la préfecture de Pau. La courbe bleue représentant le nombre d'enfants qu'il y avait à la Citadelle à certaines dates données et les colonnes rouges les départs massifs d'élèves qui ont été répertoriés ; la hauteur des colonnes dépendant du nombre d'élèves ayant quitté l'établissement et l'emplacement dans le graphique de la date à laquelle ils le firent.

1 *La Presse du Sud Ouest*, 08/07/1937.

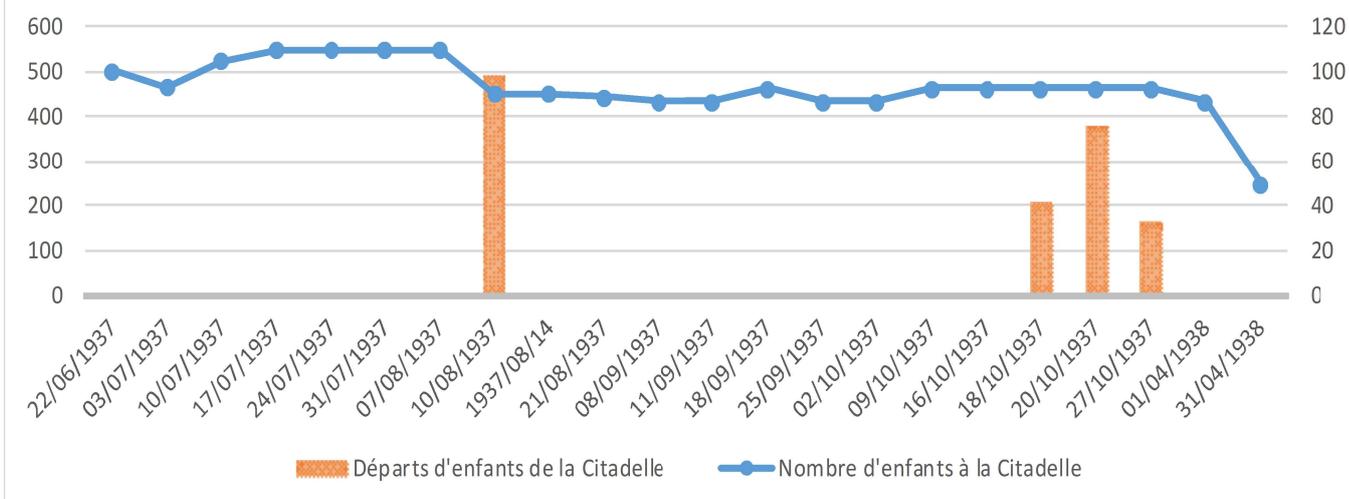
2 *La Gazette de Biarritz*, 09/07/1937.

3 EAH – AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Informes – Volumen: 75 hojas- legajo: 480- Numero legajo: 01. Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938.

4 Pierre NAYCHENT, article paru dans *La Dépêche du Midi*, 31/03/1939.

5 EAH – AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Hacienda . Secretaría General . Secretaría . Correspondencia – Vol: 50 – Leg: 583 – Nde Leg: 06, Liste des enfants transférés de Berck Plage à Saint Jean Pied de Port, 14/09/1938.

VARIATION CHRONOLOGIQUE DU NOMBRE D'ENFANTS À LA CITADELLE



Ainsi nous pouvons remarquer que le nombre d'enfants dans la colonie n'a jamais dépassé les 600. Les deux premiers mois il y avait à la colonie environ 550 enfants puis ce nombre a chuté au cours du mois d'août 1937, avec le départ de près de 100 enfants le 10 août 1937, puis qu'il s'est stabilisé autour des 450 jusqu'en 1939. Nous remarquons aussi qu'au mois d'octobre 1937 il y a eu trois départs importants et pour autant la courbe ne baisse quasiment pas, ce qui veut dire que ces départs ont été compensés par l'arrivée d'autres enfants ; mais nous ne disposons pas de données concernant les arrivées. On remarque aussi que dans les premiers jours le nombre de réfugiés est passé sous les cinq cent avant de remonter à cinq cent cinquante mais là aussi nous n'avons pas de chiffres précis et nous ne pouvons savoir si c'est dû à une arrivée de groupes ou à des arrivées « dispersées ». De plus, le nombre d'arrivées et de départs individuels n'est pas négligeable et tend à fausser toute tentative de calcul car ils ne sont pas répertoriés. On sait par exemple que Charo Azcarreta n'arrive à la Citadelle qu'en décembre 1937 et que Epifanio Enoriza rentre chez lui au cours du même mois. De plus il y a certaines personnes évoquées par les témoins, tel que Bizente Santamaria Idiakes, qui n'apparaissent dans aucune liste. Ainsi, même si ce graphique nous renseigne sur la fréquentation générale de la colonie nous n'avons pas assez de chiffres pour avoir des données exactes qui nous permettraient de savoir combien d'élèves sont passés à la Citadelle. Tout de même nous pouvons

déduire que le chiffre de six cent enfants n'est pas erroné et est peut-être en dessous de la réalité mais on ne peut prouver que mille réfugiés y ont vécu.

Donc, il y a plus de 600 enfants qui ont fréquenté la colonie de la Citadelle mais le nombre approximatif de 1000 reste à prouver. Dans le domaine de la guerre civile espagnole, il faut prendre les chiffres avec beaucoup de prudence car encore aujourd'hui, ils restent un sujet de polémique. On ne sait toujours pas combien cette guerre a fait de victimes. Ainsi selon les tendances politiques des historiens les chiffres vont du simple au double; par exemple, certains parlent de 300 000 soldats morts alors que d'autres s'arrêtent à 100 000¹. Certains ont tendance à les minimiser et d'autres à les grossir. Il en est de même pour le nombre d'enfants basques réfugiés qui selon les historiens varie entre 12 000 et 20 000.

De ce fait, pour avoir une idée exacte du nombre d'enfants, nous nous sommes lancés dans la constitution d'une liste des enfants à partir des documents officiels du gouvernement basque. Mais ceux-ci étant lacunaires, les résultats ne sont pas aussi probants qu'espéré². Lors de cette deuxième année d'étude, nous avons pu rajouter des noms à cette liste grâce aux archives départementales des Pyrénées Atlantiques mais elles sont aussi très lacunaires car la colonie n'a pas fait l'objet d'un suivi régulier ou alors les documents ont disparu. Au total, lors de nos deux années d'études, nous avons pu recenser 593 noms.

Ainsi durant l'été 1937 ce sont environ 600 enfants qui arrivent à la Citadelle et qui vont être rejoints par d'autres au cours de toute l'existence de la colonie. Ceux-ci ont en grande majorité entre 5 et 14 ans mais il y en avait des encore plus jeunes et des plus âgés. Dans la plupart des cas ils sont originaires de la communauté autonome d'Euskadi et leurs parents sont surtout des gens impliqués dans la lutte contre les rebelles et souvent affiliés politiquement.

1 ELGOYHEN Mathieu, *Gernika, La guerre d'Espagne au Pays Basque*, Elkar, Saint Sébastien, 2007, p. 15.

2 Annexe 1.

II/ L'évacuation

L'odyssée des enfants

Lorsque le 24 juin 1937, plus de 500 enfants arrivent dans la cité fortifiée de Saint-Jean-Pied-de-Port, ils viennent de vivre une véritable odyssée. Le 12 juin 1937, lorsque les nationalistes lancent l'offensive finale sur la « ceinture de fer » qui était censée protéger Bilbao, l'évacuation des enfants par le port de la ville est arrêtée et les enfants, tout comme la population, sont évacués vers Santander. Kepa Larrea et Julio Beika racontent¹ que tous les enfants qui doivent rejoindre la Citadelle de St-Jean-Pied-de-Port attendent rassemblés dans une grande bâtisse nommée Gordejuela. Quelques jours plus tard, un matin, ils sont évacués vers Santander dans un train qui est sûrement un des derniers à partir de Bilbao. Ana Mari Arteagoitia de Sondika raconte qu'elle fut évacuée avec 42 autres enfants de son village à Gordexola, un village surplombant Bilbao, pour être à l'abri des bombardements puis qu'ils furent envoyés à Santander par train². Une fois arrivés dans la capitale de la Cantabrie, ils séjournent trois ou quatre jours dans l'Hôtel Royal de la ville. Lors de ce court séjour, les futures institutrices et membres du personnel de la colonie les rejoignent au fur et à mesure et c'est Vicente Amezaga, qui était jusqu'alors directeur de l'enseignement primaire d'Euskadi, qui est chargé de la coordination du groupe. Le 22 juin 1937 ils embarquent sur le *Ploubazlanec*, un cargo français, en direction de la France. Le bateau marchand n'est pas confortable mais chacun a conscience que c'est un privilège que de quitter cette zone de guerre.

Le lendemain ils débarquent à La Pallice, le port de La Rochelle, et sont envoyés en train à la gare de Bordeaux qui, pour l'occasion, est organisée en véritable centre de tri de tous les réfugiés qui arrivent d'Espagne. Ana Mari Arteagoitia se souvient de « bon pain blanc » qu'on leur distribua, signe de la fin d'une longue période de disette³. On les envoie alors vers les pays qui ont accepté de les accueillir. Certains enfants restent en France, d'autres vont en Belgique, au Royaume-Unis ou encore en URSS. Ce tri ne se fait pas sans drame ni erreur. Par

1 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio Op. cit.*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983, p. 165.

2 Ana Maria Arteagoitia Zarraga, enfant ayant vécu à la Citadelle, témoignage rédigé le 08/05/2006.

3 *Idem*

exemple Jokin Etxebarria âgé seulement de cinq ans est mis par erreur dans un groupe à destination de l'URSS et il est rattrapé par son grand frère Iñaki (13 ans) qui le remet dans le groupe en direction de la Basse Navarre¹. Aujourd'hui il en parle avec ironie et dit qu'il aurait pu finir « général de Poutine! » mais cela illustre à quel point cette évacuation massive d'enfants a fait basculer leur destin et quelles conséquences peut avoir une simple erreur de tri.

Ceux qui restent en France sont envoyés vers les différents départements où des centres ont été organisés en catastrophe et qui, pour la grande majorité, ne sont pas encore prêts. La Citadelle comme la plupart des centres se trouve dans le Sud-Ouest et les enfants prennent le train à Bordeaux direction Bayonne, puis un autre qui les mène à Saint-Jean-Pied-de-Port. Douze jours après avoir quitté Bilbao ils arrivent le soir du 24 juin alors que la ville fête la Saint-Jean, le patron de la ville avec le traditionnel feu, mais l'accueil est loin d'être aussi chaleureux que le brasier car la population y est très conservatrice et plutôt favorable à Franco². Sur cet épisode, les témoignages varient. Kepa Larrea parle d'accueil glacial et Epifanio Enoriza évoque même des insultes et des huées. Par contre pour d'autres comme José Ramon Lauzirika c'est tout le contraire :

« On arriva durant les feux de la Saint-Jean et ce fut le spectacle le plus magnifique que je n'eus jamais vu car c'était la première fois que je voyais un *toro de fuego*. On reçut un bel accueil³. »

Pour les locaux que nous avons interrogé, il n'existait pas de réelle animosité contre ces réfugiés mais plutôt de la méfiance car la presse locale martelait que c'étaient des rouges mais cette impression s'est rapidement estompée. Pour Jean-Baptiste Etcharren il y a surtout eu un réflexe naturel de protection dû à l'arrivée de 600 réfugiés dans une commune de 1 600 habitants⁴.

Néanmoins, il est certain c'est que le maire, qui a donné son accord pour leur accueil et les attend à la gare avec quelques autres officiels. Les réfugiés montent alors à pied jusqu'à cet impressionnant édifice défensif à l'abandon et y passent leur première nuit dans des conditions précaires⁵.

1 Entretien avec Jokin Etxebarria, 07/02/2014, Louhoussoa.

2 CAZAUBON Xavier, *L'arrondissement de Bayonne et la Guerre Civile d'Espagne 1936-1939*, Travail d'étude et de Recherche d'Histoire, Université de Bordeaux III, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 1984-1985.

3 José Ramon Lauzirika, enfant ayant séjourné à la Citadelle, témoignage rédigé le 12/02/2006

4 Jean Baptiste Etcharren, 30/01/2015, Saint-Jean-Pied-de-Port.

5 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio Op. cit.*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983, p. 170.

Toutefois, certains de nos témoins ont vécu un parcours différent pour arriver à la Citadelle : Domeka Elezkano arrive à la Citadelle quelques jours plus tard. Avec ses frères, il prend un bus depuis Bilbao jusqu'à Santander puis embarque dans le charbonnier anglais, le *Molton*, avec d'autres enfants. Une fois à Bordeaux, tout comme le groupe précédent, il prend le train jusqu'à Saint-Jean-Pied-de-Port via Bayonne¹. Tandis que Charo Azcarreta embarque le 30 mai 1937 sur le bateau *Habana* au port de Santurce en direction de la France avec ses sœurs et sa mère. Elles débarquent à La Pallice et avec ceux du bateau sont envoyés à Poulgoazec en Bretagne. Elles y restent jusqu'au mois d'octobre 1937 puis sont transférées à Biarritz. Sa mère décide alors de l'envoyer à Saint-Jean-Pied-de-Port en décembre 1937 et elle y passe son premier Noël sans ses proches.

Cependant cette arrivée est l'aboutissement d'un périple entamé bien avant juin 1937. En effet nous verrons maintenant comment le gouvernement basque et quelques appuis locaux ont œuvré pendant des mois pour rendre possible cet accueil.

Préparatifs de l'évacuation

Dès le 13 mai 1937 *L'Aube*, journal catholique, publie une tribune titrée « Pour le peuple Basque » et signée par une quarantaine de personnalités catholiques et intellectuelles dont François Mauriac. Cet appel fait écho aux débats qui divisent les intellectuels français au sujet de l'évacuation des enfants mais aussi de la Guerre d'Espagne en général. Dans cette tribune, ils appellent à accueillir en France « ceux qui partagent leur foi religieuse » pour qu'ils trouvent « un accueil inspiré de sentiments fraternels »². C'est ainsi que l'abbé Lafitte, curé de la paroisse Saint Sauveur d'Errobi à Ustaritz dans les Basses-Pyrénées se rend dans la capitale historique de la Basse Navarre. Au nom du Comité Français des Réfugiés Espagnols (CFRE), il demande à la municipalité de Saint-Jean-Pied-de-Port que la Citadelle serve de lieu d'accueil des enfants évacués. L'abbé Pierre Lafitte est un jeune prêtre qui travaille énormément sur l'Histoire de la langue basque et publie plusieurs ouvrages importants dans les années 30. Après avoir

1 Témoignage de Domeka Elezkano, garçon qui a été hébergé à la Citadelle, recueilli le 24/02/2015 à Bilbao..

2 *L'Aube*, 13/05/1937.

fait la connaissance de membres du PNV, il fonde le mouvement *abertzale*¹ dans les provinces françaises notamment en publiant *Le programme Euskalerriste* et en créant la revue et le mouvement *Aitzina*. Quand la Guerre Civile éclate il tente une médiation entre les carlistes et les nationalistes basques car il a de très bons contacts dans les deux camps. Cette tentative est un échec. Il s'engage alors à aider les populations civiles de toutes les façons possibles. Avant que les évacuations ne débutent, il est contacté par les nationalistes basques et prépare le terrain auprès du clergé français avec plus ou moins de succès². A Saint-Jean-Pied-de-Port sa demande est débattue lors de la séance du 19 mai 1937³ et le conseil municipal donne alors son accord tout en faisant une série de remarques et conditions :

- « - 1° L'état de délabrement dans lequel se trouvent les bâtiments
- 2° Que la mairie ne peut entreprendre les réparations indispensables et qui devraient être effectuées par le comité
 - 3° Que le comité devrait se soumettre à toutes les mesures d'hygiène qui seraient jugées nécessaires par la municipalité ou l'administration supérieure
 - 4° Que la mise à disposition à des réfugiés espagnols de ces locaux impliquerait pour eux, de ne se livrer à aucune manifestation, ni propagande de quelque nature qu'elle soit, l'hospitalité qui leur serait accordée devant être dans le respect de la neutralité la plus absolue. »

Puis à la séance suivante, du 14 juin 1937, il ajoute :

- « - Que l'accueil est accepté sous condition d'évacuation immédiate si l'administration militaire demandait la citadelle⁴. »

Les conditions de la municipalité n'ont rien d'exceptionnel. Sa posture est d'accepter mais à condition que cette présence ne cause aucun tort à la population locale. Demander la neutralité aux réfugiés est la norme même si c'est une position plutôt hypocrite. Comment voulez-vous qu'un gouvernement en plein

1 Patriote

2 ARBELBIDE Xipri, *Piarres Lafitte, bere bizia*, Saint-Sébastien, éditions Elkar, 1986.

3 Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port : Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939.

4 *Idem*.

conflit ouvert ne fasse pas de propagande auprès de ses propres ressortissants ? De plus, où se situe la neutralité ? Est-ce que sortir un drapeau basque serait de la propagande ? Enfin on note la condition ajoutée au conseil suivant qui met la Citadelle à la disposition de l'armée. Depuis le début du conflit, les démocraties occidentales craignent son extension au niveau européen avec le risque de déclencher une guerre mondiale. Et même si elles font tout ce qu'elles peuvent pour maintenir un semblant de neutralité dans ce conflit, la France se prépare à toutes les éventualités. Cette dernière condition illustre bien cela.

Le gouvernement basque est averti le 1er juin par télégramme que la Citadelle est mise à sa disposition et il prévoit d'y envoyer 1 500 enfants¹. Le responsable de la délégation basque à Bayonne, M. Ziauriz envoie : « Pour 1 500 enfants ils nous prêtent gratuitement le local de Saint-Jean-Pied-de-Port ² ». Cependant le 10 juin 1937, le gouvernement de Bilbao prévient sa délégation que le gouvernement français ne subventionnera pas le séjour de la totalité des enfants mais seulement de 750 mineurs³. La volonté initiale du gouvernement basque est de créer une très grande colonie dirigée par ses services, qui concentrerait près de 1 500 enfants. Néanmoins, les autorités françaises refusant d'en subventionner autant, il n'a pas d'autre choix que de réduire le nombre de moitié. Le gouvernement basque est dans l'incapacité d'assumer financièrement seul tous ces enfants car il faut également prendre en charge le personnel et les autres frais de fonctionnement. Le financement prévu par le gouvernement français permet à peine de couvrir les frais d'alimentation. Par ailleurs, toujours dans cette correspondance, on voit que le gouvernement français promet une subvention à hauteur de 6 francs par jour et par enfant puis dans un télégramme du 15 juin 1937, revient sur son engagement. Mais la délégation insiste et elle obtient une subvention exceptionnelle qui est réduite à 5 francs par enfant et par jour⁴. A ce moment là, à titre d'illustration, le kilogramme de pain se vend 2,41 francs et les 100 grammes de beefsteak 2,95 francs⁵. Donc la subvention est très limitée pour faire fonctionner une telle institution car elle couvrirait à peine les dépenses en

1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04, Correspondance entre le Gouvernement Basque et la délégation de Bayonne, mai juin 1937.

2 “Para mil quinientos niños nos ceden gratuitamente local la citadel de Donibane Garazi” *idem*.

3 *Idem*.

4 *Idem*.

5 André PIATIER, « Les prix de détail en France depuis 1914 », *Revue économique*, 1950, n°2, p.227-231.

nourriture. D'autre part, le 17 juin 1937, le gouvernement autonome demande à la délégation d'entrer en contact avec le préfet des Basses-Pyrénées pour lui demander l'autorisation de débarquer les enfants au port de Bayonne. Mais on ne trouve aucune réponse à cette requête et quand on sait que les enfants ont débarqué à La Rochelle, on peut aisément deviner que la réponse du préfet est négative. Le plan initial était donc d'envoyer les enfants directement du port de Bilbao à celui de Bayonne mais les circonstances et la volonté des autorités françaises ont fait que le voyage a été beaucoup plus long.

A Bilbao, les préparatifs s'accélèrent. Tout d'abord le gouvernement doit composer l'équipe qui va encadrer les enfants et en cette période trouble ce n'est pas une tâche aisée. Pour preuve, dans les archives, il n'y a pas moins de 14 listes qui sont raturées, amplifiées et modifiées jusqu'à ce qu'un groupe plus ou moins complet soit validé¹. C'est Vicente Amezaga (ou Bizente Amezaga) qui a la charge de monter cette équipe. Il a été jusqu'alors directeur de l'enseignement primaire d'Euskadi et le fait qu'on lui confie la charge de créer et de diriger la colonie de la Citadelle montre l'importance qu'on attribue à cette colonie. Cette colonie est destinée à être exemplaire et ambassadrice du gouvernement et du peuple basques. C'est celle qui doit fonctionner le mieux pour qu'une fois mise en avant, le nouveau pouvoir autonome basque montre à Madrid et aux autres puissances occidentales sa capacité à agir et construire. Son but est de montrer qu'il est compétent et ainsi rendre indispensable sa présence dans la future République espagnole victorieuse du fascisme. Vicente Amezaga sélectionne dans un premier temps les enseignants qui sont tous des anciens professeurs des écoles basques, totalement acquis à la cause basque. Parmi eux, Felisa Aretxaga qui avant la guerre était enseignante dans l'école basque de Durango, école qui dépend du *Batzoki*, local associatif du PNV². Elle illustre parfaitement le type d'enseignant qui est choisi. Puis Vicente Amezaga crée le groupe des auxiliaires qui est très hétéroclite avec des prêtres, des cuisinières, des employés du bâtiment, des infirmières, un médecin, des agents sanitaires, du personnel administratif, des lavandières et des gardiens. Mais Bilbao étant sur le point de tomber, c'est à

1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04, Listes provisoire pour l'encadrement d'une grande colonie en France, Euskadiko Artxibo Historikoa.

2 ARRIEN Gregorio, *La generación del exilio. Génesis de las escuelas vascas y las colonias escolares 1932 – 1940*, Bilbao, Ed. Ondura, 1983, p. 302.

Santander qu'il convoque tout ce monde qui rallie tant bien que mal et par ses propres moyens l'Hôtel Royal. Cependant tous ne parviennent pas au point de ralliement, on remarque que même sa dernière liste comporte des différences avec celle qui est rédigée à la Citadelle.

Dans la même période les autorités basques préparent l'évacuation en multipliant les listes d'enfants. La présence de listes faites dans les écoles de Mundaka, de Sondika (datée du 11 juin 1937), Mungia, Orozko, Gernika, montrent que l'évacuation s'est faite par école et organisée avant l'arrivée de l'ennemi donc de manière anticipée¹.

Mais pour autant, le 15 juin, le directeur général de l'enseignement, Bizente Amezaga demande au gouvernement un véhicule pour pouvoir évacuer les écoles des villages de Plentzia, Sondika, Orozko et Zollo qui comptent respectivement 15, 40, 70 et 8 enfants² alors que les nationalistes arrivent aux portes de Bilbao et que le gouvernement sachant la ville perdue, évacue tout le monde dans l'urgence³. Il y a donc une certaine anticipation à l'évacuation mais, toute relative car elle se fait tout de même dans l'urgence. Cette organisation de l'évacuation par localité est un point qui, à notre connaissance, n'a jamais été soulevé par nos prédécesseurs.

Le transfert des enfants de Bilbao à Saint-Jean-Pied-de-Port s'est donc fait selon les circonstances du moment et la volonté des autorités françaises. Le transfert quant à lui a été organisé bien à l'avance par le gouvernement basque même si, au vu des circonstances, les choses ont été précipitées sur la fin. Mais le séjour ne sera pas pour autant un long fleuve tranquille pour les réfugiés car il dépendra en partie des changements d'orientation du gouvernement français.

III/ La France pendant la Guerre Civile espagnole

Cette partie traite de la corrélation existant entre la politique française des années trente et les réfugiés de la Guerre d'Espagne. Pour cela nous traiterons dans

1 EAH- AHE. Archivo Histórico del Gobierno Vasco. Fondo del Departamento de Cultura . Secretaría General . Expedientes – Vol: 100p – leg: 479 – N°Leg: 04, Listes des enfants près à être évacués.

2 *Idem*.

3 ELGOYHEN Mathieu, *Gernika, La guerre d'Espagne au Pays Op.cit.*, p. 53.

un premier temps de la situation de la France avant et au moment de la Guerre. Puis de son attitude durant celle-ci et enfin, comment elle a géré l'arrivée incontrôlée de ces masses de réfugiés. Mais aussi de l'envoi beaucoup plus organisé d'enfants qui seront destinés à être placés dans ces refuges nommés colonies scolaires. Le but est de démontrer comment un pays frontalier à une zone de guerre doit jongler entre volonté de s'engager en faveur d'un camp tout en se protégeant pour ne pas être emporté dans une escalade belliciste. Comment jongler entre une ligne idéologique qui le pousse à l'action et un contexte diplomatique qui lui interdit tout mouvement. Comment ce pays peut accueillir des réfugiés qui sont de la même sensibilité politique que ses dirigeants mais ne peut laisser des flots humains se déverser sans contrôle sur son territoire.

La situation socio-politique de la France des années 1930

Pour comprendre le rôle de la France durant le conflit espagnol, il faut tout d'abord savoir quelle est sa situation sociale et politique. De plus, mon sujet étant la colonie de Saint-Jean-Pied-de-Port, nous ferons de même avec le Pays Basque français.

La déception de la France d'après guerre

A la fin de la Première Guerre mondiale, la France ressort victorieuse mais comme l'ensemble des belligérants européens, elle est économiquement ruinée et démographiquement décimée. Elle tente d'imposer une paix de vainqueur qui lui permettrait de rembourser les dégâts et les dépenses dûs à la guerre sur l'Allemagne. Cependant, ses alliés que sont le Royaume-Uni et les États-Unis ne veulent pas faire payer et humilier les vaincus pour préserver la paix sur le long terme. Par la suite malgré le traité de Versailles, que les Américains ne ratifieront pas, l'Allemagne ne paye pas régulièrement ses dettes et après plusieurs allègements, les plans Dawes et Young en 1925 et 1929, les paiements cessent complètement en 1932.

Au niveau intérieur, la guerre a fortement traumatisé la population qui est démoralisée. En 1919, les grèves se multiplient et c'est sur ce dégoût de la guerre que progressent fortement les idées communistes. En 1920, à la suite du congrès

de Tours, le camp socialiste se divise avec la fondation de la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC), communiste et la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), socialiste. Il en est de même du côté des syndicats avec la création de la Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU), plus proche de la SFIC, en parallèle de la Confédération Générale du Travail (CGT). En janvier 1922, le Bloc national majoritaire au parlement soutient Raymond Poincaré à la tête du gouvernement. Poincaré qui fut le président de la république durant la grande guerre, a la ferme volonté de faire payer l'Allemagne. Mais quand la France occupe la Ruhr en 1923, car les allemands refusent de rembourser les dettes de guerre, elle est abandonnée par son allié britannique et les marchés font plonger le franc. Ceci contraint Poincaré à faire machine arrière. De ce fait, en face, les socialistes, les radicaux-socialistes et la gauche radicale s'unissent pour créer le Cartel des gauches et remportent les élections législatives du 11 mai 1924. Mais de 1924 à 1926 deux gouvernements de gauche échouent face à l'hostilité des marchés financiers et Poincaré revient à la tête d'un gouvernement d'« union nationale » ; il stabilise le franc en difficulté depuis la fin de la guerre. Quand la crise monétaire internationale éclate suite au « Jeudi noir » du 24 octobre 1929, la France résiste grâce à sa structure économique basée surtout sur des petites et moyennes entreprises et sa stabilité monétaire. Mais à partir de 1932, les effets de la crise se font ressentir et sur un plus long terme que pour la plupart des pays car cette crise dure jusqu'en 1939.

Durant cette période la France entre dans une crise qui gangrène aussi bien le monde politique et la société dans son ensemble, que le monde économique. A partir de 1932 le pouvoir politique est marqué par une grande instabilité. Depuis la fin de la guerre, le courant des déçus de la République prend de l'importance notamment grâce aux affaires de fraude financière qui secouent les leaders politiques. En 1933, l'affaire Stavisky démontre la corruption de plusieurs grands élus de la République et implique même le président du Conseil, Camille Chautemps. Avec pour conséquence d'entraîner une très forte progression de l'antiparlementarisme. L'agitation sociale se fait alors de plus en plus forte, notamment grâce à l'action d'associations d'anciens combattants et de ligues fascistes qui ne rechignent pas à employer la violence. Cette campagne culmine le 6 février 1934 avec la manifestation organisée par les groupes précédemment nommés et qui se termine en émeute face au Palais Bourbon. Cette démonstration

de force signale clairement que la République est en danger et les forces de gauche s'activent alors ensemble pour faire front au fascisme. Les socialistes et les communistes entament des discussions à partir de mai 1934. En mai 1935 les radicaux se joignent au mouvement et la création du Front populaire est officialisée par un grand défilé le 14 juillet 1935. Cette union de la gauche se traduit aussi par la réunification en un seul syndicat de la CGTU et de la CGT. Le 10 janvier 1936, ils publient un programme commun qui définit clairement la ligne politique du Front populaire mais qui reste vague sur le volet économique. Le 3 mai, au second tour des élections législatives, la victoire est totale et le Front populaire accède au pouvoir.

Léon Blum forme alors son cabinet avec les socialistes et les radicaux. Les communistes ne participent pas car, même s'ils les soutiennent, ils ne souhaitent pas s'impliquer. Une véritable vague d'espoir submerge alors la France et après de grandes grèves, le gouvernement soutient la signature des accords de Matignon qui permettent de grandes avancées sociales. Mais cet élan est de courte durée car si les communistes pressent le gouvernement d'en faire toujours plus, les radicaux, eux, veulent ralentir le train des réformes pour stabiliser la situation économique qui ne s'améliore pas. Ce sont ces derniers qui convainquent Blum, créant les premières dissensions dans le mouvement. De plus les communistes lâchent le Front populaire quand celui-ci décide de ne pas intervenir dans la Guerre d'Espagne. En effet, alors que Blum est plutôt favorable à un soutien au Front populaire espagnol, la Grande-Bretagne y est hostile et menace de ne pas soutenir la France si le conflit s'internationalisait par un affrontement direct avec l'Allemagne nazie. Léon Blum décide alors de faire signer un pacte de non-intervention à tous les pays les plus puissants ce qui n'est en fait qu'un camouflet. Blum, à cause de sa politique économique, perd la confiance du parlement et est contraint de démissionner le 21 juin 1937. Par la suite s'enchaînent deux gouvernements de Front populaire mais qui sont menés par les radicaux et donc à leur manière. Blum reforme un gouvernement le 13 mars 1938, mais démissionne moins d'un mois plus tard. Le radical Daladier forme alors un gouvernement composé de modérés et enterre définitivement la politique du Front. Le 30 janvier 1938, il signe les accords de Munich qui abandonnent la Tchécoslovaquie à l'Allemagne et les communistes renient alors tout lien avec ce gouvernement. Puis à la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939, il prend des mesures

contre les communistes et ouvre une véritable chasse à l'homme. Le 1er septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne et le 3 septembre 1939, la France lui déclare la guerre et ordonne la mobilisation nationale.

Nous avons donc là un pays en crise qui ne parvient pas à se relever de la Première Guerre mondiale. De ce fait, la France n'est politiquement pas stable et donc elle se montre incapable de défendre une ligne diplomatique forte et indépendante.

La situation dans l'arrondissement de Bayonne

En 1930, l'arrondissement de Bayonne est le découpage administratif qui correspond à ce que nous appelons communément le Pays Basque français. Celui-ci est en fait composé de trois des sept territoires historiques du peuple de langue basque, c'est à dire le Labourd, la Basse Navarre et la Soule. La société qui vit dans ces territoires est en grande partie une société rurale, en effet seules les communes de Bayonne, Anglet et Biarritz peuvent être considérées comme de véritables villes. Mis à part autour de Bayonne, l'industrie ne se développe que très peu au Pays Basque. Même s'il est vrai que l'on trouve à Saint-Jean-de-Luz une industrie liée à la pêche et quelques manufactures de moyenne importance à l'intérieur des terres comme les fabriques de chaussures à Hasparren et d'espadrilles à Mauléon. Mais l'activité économique principale est agricole. Dans les plaines, notamment autour d'Ustaritz et Saint-Palais, la culture céréalière domine alors que dans le reste des terres qui sont plus vallonnées voire montagneuses, c'est une activité agropastorale qui domine. Les exploitations sont en général moyennes; elles permettent de subvenir aux besoins des familles et elles fonctionnent bien souvent en quasi autarcie en vendant l'excédent dans les divers marchés locaux. Compte tenu de ces activités économiques peu importantes, il n'y a donc que peu de commerce qui se fait vers l'étranger ou même vers les autres parties de la France¹.

D'autre part, la démographie stagne depuis le début du siècle, même si l'on constate comme partout en France un fléchissement à la suite la Première Guerre mondiale. La quasi absence d'activité économique de masse fait du Pays Basque une région peu attractive et elle ne subit pas de vagues de migration. C'est même

¹ GOYHENECHÉ Eugène, *Le Pays Basque*, Pau, Société nouvelle d'éditions régionales et de diffusion, 1979, p. 464.

le contraire car le système successoral basque consiste à n'avoir qu'un seul héritier par maison, l'aîné, qu'il soit fille ou garçon. Les autres n'ont alors d'autre choix que d'embrasser une carrière dans les ordres, dans l'armée ou d'aller tenter leur chance ailleurs. C'est ce que font nombre d'entre eux en allant travailler à Paris ou en Amérique.

Dans le Pays Basque des années trente, l'Eglise a une place très importante dans la vie quotidienne des Basques, qui sont particulièrement pratiquants et respectueux des rites religieux. Alors que dans la plus grande partie des campagnes françaises la société rurale s'imprègne des idées républicaines et se laïcise, le Pays Basque fait figure d'exception. En effet la société basque accepte mal la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905, et défend ses valeurs chrétiennes. De plus le clergé du Pays Basque est Basque donc garant de la langue et de la culture locale auxquelles les gens sont très attachés. Enfin, le curé du village avec le notable est celui qui maintient la structure sociale et empêche la « modernité » de déstabiliser et de mettre en péril cette société ancienne¹. La vie est structurée autour de la maison familiale et la vie du village autour de l'église. D'ailleurs, c'est de ce conservatisme que va émerger le mythe d'une société basque intemporelle. On met en avant une culture forte comme marqueur d'identité d'une société qui se revendique comme archaïque. C'est cet archaïsme qui est censé faire sa pureté. L'arrondissement de Bayonne vote donc massivement à droite pour les conservateurs. D'ailleurs, depuis 1914, Jean Ybarnegaray maire d'Uhart-Cize, est élu député des Basses-Pyrénées sans interruption jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Ybar pour ses électeurs, est un ancien combattant médaillé qui est le représentant de cette population conservatrice, catholique, nationaliste et radicalement opposé à toutes les idées de gauche. Ce personnage d'envergure nationale proche des partis conservateurs se rapproche dans les années trente des ligues fascistes et devient en 1936 un cadre du Parti Social Français, ce qui ne choque en rien ses électeurs qui lui renouvellent sans sourciller leur confiance².

Dans le Pays Basque de cette époque le langage courant est le Basque sauf dans les villes qui ont été peuplé par les Landais de langue gasconne. Tout de même l'apprentissage obligatoire du français fait progresser son utilisation mais il

1 BILBAO Isabelle, *Jean Ybarnegaray : Entre « petite patrie et grande patrie »*, Bayonne, Elkar argitaletxea, 2013, p.20.

2 BILBAO Isabelle, *Op. cit*, p. 83.

n'est pas encore entré dans les mœurs de la population locale. Le Français est la langue de la bourgeoisie et des officiels. Grâce à leur langue ancestrale, les Basques entretiennent avec leurs frères du sud des relations économiques et culturelles importantes que jamais la frontière administrative n'a pu arrêter. Les échanges sont nombreux et les liens étroits, avec même pour certains des liens de parenté et en partie les mêmes affinités politiques. Au Pays Basque sud, le nationalisme basque progresse fortement dans les provinces de Biscaye, Guipuscoa et au nord de la Navarre. Mais le sud de celle-ci et la majeure partie de l'Alava sont portés par les idées carlistes qui prônent un retour de la monarchie et des valeurs de l'Eglise catholique. Or, les Basques du nord des Pyrénées ne s'attachent que très peu au nationalisme et sont beaucoup plus proches de la deuxième catégorie politique. En effet, la Première Guerre mondiale, par le sacrifice, achève le processus d'assimilation de ce peuple à la nation française. Pour eux les nationalistes ne sont que des indépendantistes rouges qui veulent menacer l'intégrité de la nation française et détruire les églises. Donc, lorsqu'en juillet 1936, les militaires espagnols se soulèvent, une large partie de l'opinion de l'arrondissement de Bayonne est favorable aux fascistes. Lorsque les premiers réfugiés arrivent, les locaux sont effrayés par ces gens du fait de la campagne de calomnie que mène la presse de droite à leur encontre. Cependant l'accueil s'organise pour aider les frères basques et même les plus farouches opposants à la République tel que le député-maire Ybarnegaray y participent¹. Il demande à ses amis les plus influents d'accomplir « toutes les démarches nécessaires en vue d'obtenir des Pouvoirs Publics, au bénéfice des frères basques, l'autorisation de séjourner dans le département des Basses-Pyrénées »². L'accueil s'organise alors et plusieurs associations sous le parrainage de membres du clergé voient le jour. Mais avec le nombre toujours croissant de réfugiés qui arrivent, les notables changent d'avis. En septembre 1937, le député de l'arrondissement de Bayonne voit à présent la présence de cette population comme un danger et un poids que la France ne peut supporter³. Cependant les réfugiés qui sont installés soit, dans des centres d'accueil, soit, chez des particuliers, ont noué des relations avec les locaux et ceux-ci ont pu remarquer qu'ils n'étaient en rien des rouges sanguinaires et

1 BILBAO Isabelle, *Jean Ybarnegaray : Entre « petite patrie et grande patrie »*, Bayonne, Elkar argitaletxea, 2013, p. 123.

2 Archives Départementales des Pyrénées Atlantiques (ADPA), 1M71.

3 BILBAO Isabelle, *Jean Ybarnegaray : Entre « petite patrie et grande patrie »*, Bayonne, Elkar argitaletxea, 2013, p. 124.

étaient autant voire plus pratiquants qu'eux.

Au Pays Basque français, il existe donc une société conservatrice fière de sa culture mais qui ne fait pas de sa défense un mouvement politique, à l'inverse d'une partie des Basques d'outre-Pyrénées mais les accueille tout de même quand ceux-ci fuient la guerre.

Saint-Jean-Pied-de-Port à l'arrivée des enfants

En 1936, Saint-Jean-Pied-de-Port est une localité de 1541 habitants. Comme pour le reste du Pays Basque français, son activité principale se structure autour de l'agriculture et sa population n'est pas numériquement importante. Cependant les bourgs des villages d'Ispoure et d'Uhart-Cize qui comptent respectivement 645 et 550 habitants lui sont attenants et forment quasiment un seul ensemble urbain. Donc, Saint-Jean-Pied-de-Port a la concentration démographique la plus importante de Basse-Navarre et de Soule. La ville est aussi la capitale économique de cette région car elle est idéalement située.

Elle a été fondée au XIII^e siècle par les rois navarrais qui s'implantaient au nord des Pyrénées. Ils y installèrent tout d'abord un château en haut de la colline Mendiguren au XII^e siècle car elle se situait au pied du col de Roncevaux, au confluent des Nives d'Arnegui et de Béhérobie et ouvrait la route vers les terres du nord. Au XIII^e siècle le roi de Navarre y implante une ville neuve entourée de remparts avec des nombreux privilèges qui lui permirent de prendre rapidement le dessus sur Saint-Jean-le-Vieux. Quand la Navarre péninsulaire fut conquise par Ferdinand le Catholique, la Navarre continentale resta indépendante mais entra petit à petit dans le giron français avant d'être totalement rattachée à la couronne par Henri IV. Saint-Jean-Pied-de-Port resta tout de même la capitale de cette province jusqu'à la révolution et son intégration dans le département des Basses-Pyrénées¹.

Cependant la ville reste le centre économique de la région. Même si son activité principale est agropastorale, elle a de nombreux atouts qui lui permettent de rester un pôle important. Par la Nive on achemine les matériaux jusqu'à Bayonne, notamment les boulets de canons au XVIII^e siècle. Le col de Roncevaux permet de commercer avec l'Espagne, ce qui donne lieu à un important trafic de

¹ GOYHENECHÉ Eugène, *Le Pays Basque, op. cit.*, p. 640.

contrebande. La ville est aussi au pied du massif d'Iraty et son immense hêtraie qui est une ressource économique très importante. La route du nord permet d'accéder au Pays d'Amikuze et ses grandes surfaces planes qui ont une importante production céréalière. Elle connaît son apogée au milieu du XIXe siècle avec une population qui dépasse les 2 300 habitants. Mais rapidement l'exode rural s'amorce et la commune perd en importance. En 1899, la ligne de chemin de fer relie la cité navarraise à Bayonne et lui donne un nouvel essor. Cependant la démographie ne cesse de chuter. La première guerre mondiale, comme pour la plupart des communes rurales de France, est un nouveau coup dur qui lui est porté avec toute une génération d'hommes qui est décimée.

Politiquement la commune dénote par rapport aux environs qui sont très ancrés à droite. Le député Ybarnegaray, depuis 1924, y fait à chaque fois de très bons scores mais les républicains et la gauche ont légèrement plus d'audience dans la cité navarraise que dans sa campagne. En 1937, le maire de Saint-Jean-Pied-de-Port est Sauveur Haramburu, un radical socialiste qui a été élu en 1935 mais qui doit faire avec une opposition forte et influente. Donc, quand les réfugiés arrivent, le conseil municipal leur est favorable mais doit gérer une population qui ne l'est pas forcément.

Le pouvoir politique français et la Guerre civile

Quand le coup d'Etat militaire échoue en Espagne et qu'il se transforme en guerre civile, la France ne peut rester sans réagir pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'elle est au lendemain de la Première Guerre mondiale une puissance militaire et politique de premier plan, ensuite parce qu'elle est un des deux pays frontaliers de l'Espagne et enfin parce qu'en Espagne comme en France c'est le Front populaire qui gouverne.

Du soutien à la république...

Le 18 juillet 1936, le coup d'Etat militaire échoue divisant l'Espagne en deux camps. Il paraît évident aux belligérants qu'au regard des forces dont dispose chacun, aucun n'a les moyens de vaincre l'autre rapidement. Le 19 juillet 1936 au soir, José Giral, le nouveau Premier ministre de République espagnole envoie un

télégramme à son homologue Léon Blum en lui demandant des armes. Le lendemain matin lorsqu'il reçoit la missive, Blum convoque Delbos et Daladier les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre, pour en discuter. Les deux hommes sont des radicaux alors que le Président du conseil est socialiste. On aurait pu penser que ce dernier, plus enclin à soutenir le Front populaire espagnol que ses ministres, aurait eu du mal à les convaincre, mais ceux-ci acceptent immédiatement¹. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur d'Espagne à Paris se rend au Quai d'Orsay pour remettre une liste du matériel nécessaire et Blum donne aussitôt son accord malgré l'importance des quantités demandées.

Cependant, presque au même moment l'ambassadeur de France au Royaume-Uni appelle le chef du gouvernement et le prévient que les Anglais sont inquiets du soutien que pourrait apporter leur allié français à la République espagnole. Pour en discuter, les 23 et 24 juillet, Léon Blum se rend à Londres et rencontre le Premier ministre Eden. Celui-ci lui explique qu'il serait partisan d'une position neutre et qu'il ne voudrait pas que ce conflit ne concernant que les Espagnols vienne briser la paix mondiale. Il fait alors comprendre à Blum que le Royaume-Uni pourrait abandonner la France en cas de conflit contre l'Allemagne à cause de l'Espagne. Quand Blum rentre à Paris, il se retrouve alors tiraillé entre ses convictions et les effets potentiels de ses actions. Lui, le fervent pacifiste veut aider le Front populaire espagnol mais en même temps il est menacé de se retrouver seul face à l'Allemagne nazie.

En même temps, à Paris, le projet de livraison d'armes s'est ébruité et la presse de droite se déchaîne et crie au trafic d'armes et à la manipulation bolchevique pour entraîner la France dans une nouvelle guerre. De plus, les radicaux se retrouvent divisés entre pacifistes et partisans de la solidarité entre les Fronts populaires. La mobilisation de la droite et des radicaux contre l'intervention crée un véritable tollé au sein de l'assemblée et la vente est annulée. Cependant le 30 juillet 1936, plusieurs avions de combat italiens qui voyageaient en direction du Maroc espagnol sont forcés d'atterrir au Maroc français et sont capturés. Cet événement prouvant l'implication des Italiens dans l'aide apportée aux nationalistes, Blum décide l'envoi de 55 avions à la République².

1 HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne*, Tome 1, Paris, Laffont, 1967, p.304.

2 COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES ÉVÉNEMENTS DE 1933 À 1945. *Rapport fait au nom de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, Tome 1, Paris, Presses universitaires de France, 1951, p.219.

... au pacte de non-intervention.

Mais le 8 août 1936, sous la pression des britanniques, les Français reviennent sur leur décision et ferment la frontière au passage d'armes. Puis durant tout le mois d'août 1936, les démocraties française et britannique tentent d'imposer au monde un principe de non-intervention que la plupart des pays ratifient. Mais les pays signataires comme l'Allemagne, l'Italie ou l'URSS continuent tout de même l'envoi de matériel militaire au nez et à la barbe de tous malgré l'embargo international sur les armes. Même la France qui devient officiellement hostile à tout soutien militaire à la République laisse, à la fin de l'été 1936, s'organiser à Paris, rue La Fayette, le bureau central de recrutement pour les Brigades internationales et ferme les yeux quand des centaines d'hommes de cette formation militaire traversent la frontière¹.

Pendant ce temps, alors que la guerre fait rage et jusqu'à l'hiver 1936, les puissances européennes négocient entre elles la mise en place du contrôle international. Mais les pays soutenant les belligérants (Allemagne, Italie et URSS) font tout ce qui est en leur pouvoir pour que les négociations durent le plus longtemps possible et ainsi continuer leur trafic². En même temps la France essaye de montrer le chemin en faisant preuve de bonne foi et donne l'ordre à ses unités navales de ne pas intervenir si un bateau à pavillon français se retrouve en difficulté du fait du blocus nationaliste sur les côtes républicaines. Le 8 mars 1937, les principales puissances européennes finalisent le projet de contrôle des frontières : un conseil international composé de la France, la Grande Bretagne, l'URSS, l'Allemagne et l'Italie chapeautent le comité. Celui-ci décide de mettre aux frontières terrestres et dans tous les grands ports espagnols des observateurs internationaux et de surveiller la côte par le biais de patrouilles maritimes issues des différents pays signataires.

Cependant rien n'est organisé pour contrôler le transport aérien, ce qui permet aux Italiens de continuer leurs transports d'hommes et de matériel tandis que l'Allemagne et l'URSS accostent sans problème les leurs en contournant leurs propres patrouilleurs. Au final, avec le temps, le Royaume-Uni et la France se rendent à l'évidence; le comité ne sert à rien et à partir du mois d'août 1937 il ne se

1 HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne*, Tome 1, Paris, Laffont, 1967, p.423.

2 HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne*, Tome 2, Paris, Laffont, 1967, p.30.

réunit quasiment plus¹. L'action du gouvernement français au sujet de la Guerre d'Espagne peut être qualifiée d'impuissante. En mars 1938, lorsque Blum revient au pouvoir, il rouvre la frontière avec l'Espagne républicaine pour rétablir le commerce de matériel de guerre et il est même prêt à intervenir directement en envoyant un corps expéditionnaire. Cependant son état-major lui explique que la France n'est pas prête pour la guerre et l'absence d'appui de la part des Britanniques lui est fatal². Une nouvelle fois, la France se trouve en position d'impuissance. La situation reste ainsi bloquée pendant plusieurs mois et à partir du moment où Daladier forme son gouvernement, la France abandonne officiellement tout projet de soutien direct ou indirect à la République espagnole. La situation pour les républicains empire et en janvier 1939 le front catalan s'effondre soudainement entraînant un exode massif des Catalans vers la France. La principale préoccupation de la France devient alors la gestion de ce flot humain incontrôlé qu'elle ne désire pas voir séjourner sur son territoire car trop onéreux. En effet, la France a déjà dépensé 88 millions de francs pour les réfugiés depuis le début de la guerre³. Enfin, le 27 février, alors que la situation militaire de la République est désespérée, la France reconnaît officiellement le gouvernement nationaliste.

Ainsi, la France à cause de son instabilité politique s'est retrouvée dans l'incapacité d'apporter une aide efficace à ses homologues espagnols. Enfin à cause de sa faiblesse elle n'a pas pu imposer à ses alliés son point de vue ni un pacte de non-intervention véritablement efficace aux autres puissances mondiales. La France est donc à la fin des années trente en train de perdre sa place de puissance mondiale.

La France et les réfugiés

Durant toute la Guerre, s'est posée à la France la question des réfugiés. Car d'une part elle est un des seuls pays avec le Portugal à avoir une frontière terrestre avec l'Espagne. D'autre part parce que le front militaire républicain étant le seul

1 *Op. cit.* p.220.

2 *Op. cit.* p.295.

3 *Op. cit.* p.369.

qui a reculé durant presque toute la guerre, c'est très majoritairement de ce camp que les civils fuyaient les combats. Enfin le Portugal étant, à l'inverse de la France, favorable aux nationalistes, les réfugiés républicains ne s'y sont presque pas rendus.

Les vagues de réfugiés en France

Durant le conflit, on distingue trois grandes vagues de réfugiés qui sont entrées sur le territoire français. La première fut celle consécutive à la bataille d'Irun. Lors du soulèvement militaire du 18 juillet 1936, une large bande de la côte Nord de l'Espagne, allant des Asturies à la frontière française, reste fidèle à la République. Mais ce territoire est isolé du reste du camp républicain. Les nationalistes quant à eux voient cette poche de résistance comme un danger. Aussi, pour la rendre inoffensive, leur premier objectif est de la couper de la frontière française qui pourrait la fournir en armes et autres matériaux de guerre. Les rebelles lancent alors leur offensive avec comme objectif la ville frontalière d'Irun. Après un intense bombardement maritime, qui débute le 11 août 1936, le 19 août 1936 les troupes fascistes passent à l'offensive et encerclent la ville. Sa population se retrouve acculée à la mer et n'a comme porte de sortie que le pont international menant à Hendaye. Les miliciens décident alors l'évacuation de la population civile le 2 septembre 1936 et le 5 septembre 1936 la ville tombe ne laissant plus que la mer comme voie de communication aux provinces républicaines. Puis, pendant la progression des franquistes dans la province de Guipuscoa alors que la plupart des civils fuient vers la Biscaye, certains montent dans des bateaux et se dirigent vers les côtes françaises pour ne pas se retrouver dans ce qui paraît être une voie sans issue. Au total, du 31 août 1936 au 17 septembre 1936, 16 500 personnes arrivent en France¹ ; se pose alors pour les autorités française la question de la gestion de ces réfugiés.

La deuxième grande vague est celle qui fait suite à la chute de Bilbao et de la poche républicaine du Nord. En novembre 1936, les nationalistes arrivent aux portes de Madrid mais font face à une incroyable résistance des forces républicaines et au mois de mars, ils doivent reconnaître que la prise de Madrid

¹ ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998, p. 37.

est un échec. Les forces fascistes se tournent alors vers le front du Nord où les Asturies, la Cantabrie, la Biscaye et une petite partie de la Guipuscoa restent toujours aux mains des républicains. L'objectif est d'en finir avec les contraintes que représente un double front mais surtout de récupérer le bassin minier et les industries d'armement de Bilbao. Le 31 mars 1937, le général Mola lance l'offensive avec l'objectif de faire *tomber* la province de Biscaye en trois semaines. Cependant, malgré la faiblesse matérielle des forces basques et les bombardements massifs de leurs positions défensives, la résistance est farouche et dure près de trois mois. Le 12 juin 1937 la ceinture de fer¹ cède et la chute de la capitale biscaïenne est inévitable. Cependant les *Gudaris*² résistent jusqu'au 19 juin 1937, ce qui permet d'évacuer encore quelques milliers de personnes vers Santander puis vers l'étranger.

Avant même le début de l'offensive, l'issue de cette bataille semblait inévitable au gouvernement basque qui décide dès fin mars 1937, d'évacuer les enfants puis les civils qui le désirent. Les marines anglaise et française s'engagent à aider et à protéger l'évacuation des mineurs. Le gouvernement français autorise le débarquement d'une partie d'entre eux dans les ports de La Rochelle, Bordeaux et Nantes où il organise des centres de triage et de soins³. Selon les estimations, ce sont plus de 120 000 personnes qui quittent leur terre natale pour la France en moins de trois mois⁴.

La dernière et la plus massive des vagues d'immigration fut celle consécutive à la chute de la Catalogne et de la *retirada*. Le 23 décembre 1938, les nationalistes lancent sur la Catalogne affaiblie et isolée, une offensive de grande envergure. Les républicains résistent quelque jours mais le 4 janvier 1939, le front éclate et la guerre se transforme en véritable déroute pour les Catalans⁵. La fuite est générale et plusieurs centaines de milliers de civils mais aussi de soldats se rendent à pied à la frontière française tout en étant harcelés par l'aviation fasciste. Le 25 janvier 1939, la France propose la création d'une zone neutre sous responsabilité internationale près de la frontière pour accueillir les réfugiés et ne

1 Système défensif encerclant Bilbao construit pendant la guerre mais qui n'est que partiellement achevé en juin 1937.

2 Nom des soldats servant dans l'armée basque appelée *Eusko gudarostea*.

3 ADPA, 4M243.

4 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica: Op. Cit.*, p.129.

5 HUGH Thomas, *La guerre d'Espagne*, Tome 2, Paris, Laffont, 1967, p.364.

pas avoir à ouvrir ses frontières. Mais Franco refuse et la France est contrainte d'ouvrir ses portes le 28 janvier 1939. Le premier jour, ce sont 15 000 personnes qui passent et 240 000 civils par la suite. Le 5 février 1939, le gouvernement français décide de laisser passer les soldats après les avoir désarmés et en cinq jours ce sont près de 250 000 militaires qui entrent dans le pays¹.

Les trois grandes vagues d'arrivée de réfugiés sont donc très distinctes. La première se fait dans la panique et par un manque total de contrôle des autorités françaises mais le nombre étant plutôt restreint cela ne crée pas de véritable problèmes. La seconde, beaucoup plus massive, est beaucoup plus maîtrisée car c'est le gouvernement qui décide des endroits où arrivent les réfugiés. Enfin la troisième dépasse l'entendement et la France effrayée par cette horde humaine ne veut pas lui ouvrir ses portes mais y est bien obligée. Cependant il faut aussi noter que la frontière entre la France et l'Espagne étant très longue, il y a eu durant tout le conflit des gens qui ont passé la frontière de manière clandestine. La presse locale parle fréquemment d'arrivées de petits voire très petits groupes, mais nous ne disposons cependant pas de chiffres à ce sujet.

La politique française à l'égard des réfugiés

Lorsque les premiers réfugiés arrivent durant les mois d'août et septembre 1936, les pouvoirs publics organisent en catastrophe des contrôles sanitaires et mettent en place des centres d'accueil. Par exemple à Bayonne, on rouvre l'ancien hôpital militaire qui accueille plus de deux mille réfugiés. Mais dès les premiers jours de septembre, le gouvernement prend un certain nombre de mesures. Les combattants, environ 3 000, sont immédiatement acheminés par train en Catalogne ou par bateau à Bilbao pour rejoindre leurs unités. Les civils eux sont acheminés en partie des Basses-Pyrénées vers d'autres départements et pour la plupart ils sont répartis à travers l'Aquitaine. Le but est de rendre leur présence moins pesante pour les populations locales. Puis le gouvernement débloque des fonds pour financer cet accueil à hauteur de 7 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour les autres membres âgés de plus de 16 ans et 3,5 francs pour les plus jeunes. Puis rapidement, on leur propose d'être reconduits en zone républicaine ou de rentrer chez eux en zone nationaliste car le front s'en éloigne

¹ *Op. cit.*, p. 370.

rapidement. Cependant il n'y a aucune obligation. Commence alors le retour pour une majorité d'entre eux. Néanmoins, Jesus Alonso Carballes remarque que le nombre de réfugiés rentrant chez eux est équivalent à celui de ceux qui se rendent en zone républicaine. Il remarque aussi que c'est dans les départements où il y a les plus faibles concentrations de réfugiés que les retours sont proportionnellement moins nombreux¹. Le nombre de réfugiés s'installant en France étant encore assez limité, les autorités les tolèrent.

Lorsqu'au printemps 1937, le gouvernement basque prend contact avec le gouvernement français pour qu'il accueille ses citoyens, celui-ci accepte et prévoit leur arrivée en cherchant des endroits qui pourraient servir de centres d'hébergement². Ainsi il organise et gère lui-même une partie des colonies et centres installés en France mais délègue à des associations et organisations, notamment syndicales, la gestion de la majorité des étrangers. Les enfants sont répartis dans tout le territoire français mais leur présence est intentionnellement réduite dans les départements frontaliers de l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, sauf les Basses-Pyrénées. On peut aussi noter qu'il y en a plus de mille dans seulement six départements : les Basses-Pyrénées, les Landes, la Gironde, la Charente-Maritime, l'Indre-et-Loire et Paris³. L'objectif est donc de les répartir de manière homogène pour rendre leur présence la moins pesante possible. De plus le gouvernement, jusqu'en septembre 1937, apporte un soutien financier à hauteur de 5 francs par personne et par jour à tout le monde. Mais le poids financier de cet accueil devenant trop lourd et les partis politiques de droite insistant sur ces dépenses jugées inutiles, le gouvernement cède. Ainsi, le 27 septembre 1937, le ministre de l'Intérieur envoie une carte à tous les préfets annonçant que le gouvernement stoppe le financement pour les « hommes de 18 à 48 ans qui sont sans ressource et sans emploi » et demande à ce qu'ils soient reconduits à la frontière de leur choix⁴. Les familles se retrouvent alors face à un dilemme car elles ne veulent pas être séparées et ne savent pas comment elles seront reçues par les fascistes si elles rentrent chez elles. Le dernier choix consiste à retourner en

1 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998, p.46.

2 ADPA, 4M 243: Circulaire du 11 mai 1937 du ministre de l'intérieur aux préfets de 45 départements pour recenser les lieux pouvant accueillir les réfugiés et la capacité de ceux-ci.

3 *Op. cit.*, p. 176.

4 ADPA, 4M 243.

Espagne républicaine mais toujours loin de leur foyer. Le 1er octobre 1937, commence ce rapatriement forcé. Cet épisode appelé communément le « refoulement » marque un tournant dans la politique française à l'égard des réfugiés qui ne sont plus les bienvenus. Il a pour effet de faire chuter fortement le nombre de réfugiés présents et de fermer la quasi totalité des refuges gérés par le gouvernement. Le nombre d'enfants réfugiés passe ainsi de 16 000 à 11 000 en un mois car les familles préfèrent rester unies et les parents qui rentrent récupèrent leurs enfants. Le gouvernement basque compte qu'il reste 24 000 de ses ressortissants en décembre 1937¹. Le 15 octobre 1937, le préfet des Basses-Pyrénées prévient le ministre de l'Intérieur que tous les réfugiés masculins âgés de 18 à 48 ans ont été évacués des Basses-Pyrénées et que seuls 90 hommes sont autorisés à rester car ils sont employés de la délégation d'Euzkadi, notamment ceux qui travaillent dans les colonies d'enfants². Le 21 octobre 1937, les autorités françaises franchissent une autre étape, car ils suspendent aussi le financement de certaines colonies comme celle de la Citadelle³.

Mais c'est lors de la *retirada* catalane que la France prendra les mesures les plus violentes contre les réfugiés. Comme nous l'avons vu précédemment, elle ne veut plus ouvrir ses portes aux réfugiés qui sont un gouffre financier. Mais étant bien obligée d'ouvrir sa frontière, elle prend des mesures drastiques pour gérer ces indigents. En effet, elle les met dans un premier temps dans un camps de triage au Boulou puis les envoie dans des camps de concentration installés en catastrophe dans les dunes de la côte roussillonnaise. Ces camps n'ont ni eau courante, ni abri, ni installation sanitaire. Dans cet hiver particulièrement rude, les conditions de vie sont effroyables et les morts sont nombreux. Petit à petit, on crée d'autres camps de concentration sur le territoire français mais les conditions ne sont pas meilleures car le nombre de personnes à gérer est très important. Les hommes valides sont séparés des autres et envoyés dans d'autres camps dont le plus grand est celui de Gurs. Le gouvernement français est complètement débordé mais ses dirigeants espèrent aussi que cette situation encouragera les réfugiés à retourner en Espagne. Malheureusement la majeure partie des Espagnols restera dans ces

1 *Op. cit.*, p.181.

2 ADPA, 4M 244.

3 EAH - AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco, Fondo del Departamento de Cultura: 75-480-01: Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA qui traite du fonctionnement et des besoins de la colonie de St-Jean-Pied-de-Port au Ministère de la Justice et de la Culture du Gouvernement Basque, 1er avril 1938.

camps jusqu'à la défaite française de 1940.

La politique de la France à l'égard des réfugiés a donc radicalement évolué en trois ans. Dans un premier temps elle a accepté par humanisme et par solidarité politique d'aider les réfugiés mais à mesure que leur nombre augmentait et proportionnellement ses dépenses, elle a revu ses engagements. Enfin, il ne faut pas oublier qu'en 1939 le gouvernement de Front populaire a totalement disparu et avec lui la solidarité politique avec le gouvernement espagnol. Mais la dernière vague qui est en réalité une véritable marée humaine a dépassé le gouvernement Daladier qui n'a pas trouvé d'autre solution que de parquer ces centaines de milliers de personnes dans des camps de concentration.

La France de la guerre civile espagnole n'est plus la France victorieuse de 1918 et en réalité cette guerre l'a plus affaiblie que renforcée. De plus le système parlementaire de la Troisième République montre en cette période ses limites et ne parvient pas à trouver de véritable stabilité après la crise de 1929. Cette faiblesse lui fait perdre la capacité de dicter sa loi aux autres pays, alors que sa domination à l'international est déjà en plein déclin depuis 1918. Dans ce contexte, il lui est bien difficile d'intervenir en faveur de la République espagnole même si elle fait quelques tentatives qui seront de véritables fiascos. Elle se retrouve aussi incapable de supporter l'accueil des milliers de gens qui viennent trouver refuge dans un pays ami malgré une réelle volonté politique. Cependant en 1937, en marge du gouvernement, les syndicats, les politiques et même des religieux se mobilisent fortement.

IV/ La mobilisation en France

Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'accueil des enfants n'aurait pas été possible sans une mobilisation de certains secteurs de la société civile française. Car même si le gouvernement basque possède des délégations dans des capitales et des grandes villes telles que New York, Buenos Aires, Paris ou Londres, celles-ci ne suffisent pas pour organiser l'accueil des enfants et une de leurs missions est de justement sensibiliser les gens à leur cause.

Les organisations syndicales et politiques

En France dès 1936, les organisations syndicales et politiques de gauche se mobilisent pour la cause républicaine en organisant des brigades internationales, des collectes de fonds pour la république mais aussi, dès la fin de l'année, en organisant l'accueil des réfugiés. Les organisations qui accueillent des enfants sont multiples et elles diffèrent par leur capacité de mobilisation et d'accueil, leur implantation qui peut varier du local à l'international et le type de soutien qu'elles apportent (financier, matériel, création de leurs propres colonies...) comme l'explique très clairement Jesus J. Alonso Carbales dans son œuvre¹. Nous n'allons pas toutes les énumérer car il y en a un très grand nombre mais nous pouvons citer la plus importante : le Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne (CAEE) qui est créé, par la Confédération Générale du Travail (CGT) en 1936. Il accueille au printemps 1937 déjà, des centaines d'enfants venus de la zone républicaine. Lorsque les Basques commencent à évacuer les leurs en avril 1937, elle en recueille une partie. On aurait pu penser que l'accueil des Basques par une organisation de gauche est une contradiction car la caractéristique des républicains basques est, comme nous l'avons expliqué dans l'introduction, qu'ils sont de droite et profondément catholiques. Cependant face à l'horreur et l'émoi que suscite le bombardement de Gernika sur la scène internationale, cette question politique est clairement mise de côté par les organismes d'accueil. De plus, dans le gouvernement basque, le conseiller de l'assistance sociale, qui a la charge du dossier, est socialiste. Donc confier les enfants à des organisation de gauche ne le dérange pas. Cependant quand l'évacuation devient massive le PNV reprend le dossier en main et impose sa volonté de voir « ses » enfants accueillis dans un milieu non seulement basque mais surtout catholique. Donc rapidement il écarte les organisations de gauche pour imposer ses propres critères d'accueil et créer son propre réseau de colonies dont la Citadelle serait la vitrine. Le but est non seulement de les préserver du franquisme mais aussi du socialisme et d'en faire de bons patriotes pour l'avenir du Pays Basque.

La Croix rouge aussi prend soin des enfants à leur arrivée et apporte un soutien matériel (vêtements, nourriture...) aux centres et colonies. Mais pour accomplir ses dessins, le PNV a besoin de l'appui des catholiques locaux.

¹ ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica : historia y memoria de un éxodo infantil, 1936-1940*, Bilbao, Asociación de Niños Evacuados el 37, 1998, p.253.

Une partie de l'Eglise de France se mobilise

Toutefois dans le cas de la colonie de la Citadelle, les organisations de gauche sont plutôt absentes et c'est surtout le milieu catholique qui lui apporte du soutien. Mais les catholiques se mobilisent beaucoup plus difficilement et ils gardent toujours en tête que ces Basques ont pris le parti des gens qui brûlent des églises et exécutent des religieux. Le PNV tente dès le début du conflit de sensibiliser les clergés de tous les pays et même le Vatican à sa cause. Mais la tâche est très ardue et les ecclésiastiques franquistes ont une plus grande influence auprès du pape. En France, les responsables religieux et les intellectuels se divisent donc profondément et il y a deux tendances qui se dégagent rapidement sur la question basque. La première, majoritaire, est plutôt favorable à Franco et pense que les Basques sont, soit des traîtres, soit qu'ils ont été bernés par leurs dirigeants et la deuxième, minoritaire, ne croit pas au mythe de la croisade franquiste et considère les Basques comme des frères et de grands catholiques¹. Dans la seconde catégorie il y a des intellectuels tels que François Mauriac, académicien, mais aussi l'archevêque de Paris le cardinal Verdier et l'évêque de Dax et d'Aire Mgr Mathieu. Mais à cause de sa faible influence, le PNV réussit difficilement à mobiliser autour de la question des enfants et des civils qu'il faut évacuer et ne pas les laisser aux mains des organisations de gauche.

Mgr Clément Mathieu, originaire d'Hasparren, dans les Basses-Pyrénées, critique fortement les exactions franquistes et est déjà engagé dans le processus de création de la Ligue Internationale des Amis des Basques. Mgr Mathieu est un bascophone qui œuvre à la renaissance culturelle basque dans les années 20 et 30 avant d'être nommé évêque dans les Landes. Cependant il maintient des contacts étroits avec l'abbé Lafitte et même avec des nationalistes outre Bidasoa². Dès le début du conflit il est plusieurs fois sollicité par les autorités françaises, en qualité de Basque, pour servir d'intermédiaire avec le gouvernement basque et permettre la libération d'otages. Ainsi par ses liens et ses engagements il se sent très concerné par ce qui se passe en Euzkadi et quand certains catholiques commencent à se mobiliser pour accueillir des réfugiés, il réagit très rapidement. Selon Célia Keren ce serait même lui qui aurait envoyé l'abbé Lafitte à la mairie

1 *Idem*, p.254.

2 KEREN Célia, *L'évacuation et l'accueil des enfants espagnols en France : cartographie d'une mobilisation transnationale (1936-1940)*, Paris, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 201, p.464.

de Saint-Jean-Pied-de-Port¹.

L'archevêque de Paris, lui, est plutôt un homme prudent qui depuis le début de la guerre ne favorise aucun de deux camps. Selon Célia Keren Il « reçoit toutes les requêtes favorablement en apparence. Mais il passe rarement à l'action [...] et laisse trainer les choses². » Il reçoit notamment un représentant du PNV début mai 1937 pour voir comment le clergé français pourrait collaborer avec son parti et à l'issue de l'entretien lui demande de rédiger ses propositions. L'entretien est encourageant pour le représentant basque mais rien de concret n'en sort et l'évêque ne donne pas de suite. Cependant la position ambiguë de cet homme permet à d'autres d'agir ; même s'il ne s'engage pas clairement en faveur de l'accueil des enfants basques, il ne rejette pas le projet. Ainsi quand Pierre Lafitte se rend à Saint-Jean-Pied-de-Port il n'hésite pas à se présenter comme le « Vice-Président du Comité Français des Réfugiés Espagnols, fondé sous le Patronage du Cardinal Verdier, Archevêque de Paris et sous la Présidence de Monseigneur Mathieu, évêque de Dax³ », alors que celui-ci n'a encore rien signé.

Mais c'est surtout le bombardement de Gernika qui sert d'élément déclencheur à la mobilisation des catholiques français et qui donne une plus forte crédibilité aux partisans de l'aide aux Basques. A partir de début mai, le journal catholique *L'Aube* sert de tribune à cette mobilisation. Le 8 mai 1937, le quotidien publie une tribune signée par de multiples personnalités et intitulé « Pour le peuple basque⁴ ». Le 13 mai 1937, le Comité pour la paix civile et religieuse en Espagne publie « Pour les réfugiés basques⁵ ». Le cardinal Verdier quant à lui appelle à la générosité de tout un chacun quelques jours plus tard dans un texte au titre qui se trouve dans la continuité des deux autres « Pour les enfants basques réfugiés en France⁶ »; enfin c'est la Jeunesse Ouvrière Chrétienne qui prend le relais avec « Au secours des enfants de Bilbao⁷ ». Il y a donc là une véritable mobilisation d'une partie de la hiérarchie de l'Église romaine en faveur des réfugiés mais surtout des enfants. C'est donc dans ce cadre là que les fidèles se mettent à la recherche de sites qui pourraient potentiellement abriter ces enfants et que l'abbé

1 *Idem*, p.

2 *Idem*, p. 460

3 Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port : Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939

4 *L'Aube*, 08/05/1937.

5 *L'Aube*, 13/05/1937.

6 *L'Aube*, 05/06/1937.

7 *L'Aube*, 19/06/1937.

Lafitte se rend à la mairie de Saint-Jean-Pied-de-Port

Pendant ce temps, grâce surtout au travail moteur de Mgr Clément Mathieu, se crée début août 1937 le Comité National Catholique d'Accueil aux Basques (CNCAB). Même si l'on remarque que ce comité est créé, officiellement, après l'arrivée de la grande majorité des enfants, il est clair que ses membres avaient commencé à travailler en amont. D'ailleurs lorsque l'abbé Lafitte se présente à la mairie de Saint-Jean-Pied-de-Port, il dit venir au nom du Comité Français des Réfugiés Espagnols placé sous le patronage du Cardinal Verdier, dont le président d'honneur est Monseigneur Mathieu. Or, le nom de cette association n'apparaît nulle part ailleurs car elle n'existe pas. C'est une manière pour l'abbé Lafitte, alors que rien n'est encore organisé, de démontrer qu'il a le soutien de ces éminents membres de l'Église. Quand le CNCAB est créé, il se met à collaborer très étroitement avec le gouvernement d'Euskadi et surtout avec le département de la culture qui est chargé de la gestion de la colonie de la Citadelle pour pouvoir répondre le mieux possible à ses besoins. Il organise aussi des campagnes de collecte de dons pour financer les colonies telle que celle de la Citadelle et pour ses propres colonies dites de « transition ». Celles-ci sont destinées à accueillir les enfants qui seront placés dans des familles. Jesus Alonso Carballes va jusqu'à dire que le comité est « lié au nationalisme basque du PNV¹ ».

Mobilisation des Basques en France

Mais en parallèle au CNCAB, l'évêque de Bayonne, Mgr Henri-Jean Houbaut crée le 24 août 1937, le Comité Basque de Secours aux Réfugiés (CBSR). L'évêque de Bayonne est un catholique traditionnaliste qui est clairement favorable aux franquistes et qui entretient une correspondance régulière avec le général Mola. Cependant, étant profondément croyant, quand les premiers réfugiés arrivent après la chute d'Irun il n'hésite pas, par charité, à faire son maximum pour les aider. En 1937, il ne signe aucun appel ou tribune en faveur des enfants car ceux-ci dénoncent clairement les agissements de Franco. Cependant il intègre le « Sous-Comité d'action pour l'aide à la population civile de Bilbao » mis en place par la préfecture des Basses-Pyrénées le 24 mai 1937. Il existe clairement entre Mgr Mathieu et Mgr Houbaut un conflit car pour ce

¹ ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y...* Op. cit. p.239 "Esta organización estuvo siempre muy vinculada al nacionalismo vasco del PNV".

dernier le premier politise la question des réfugiés. Ces désaccords politiques avec le reste de la mobilisation catholique place l'évêque de Bayonne dans une position délicate car il exclut toute possibilité de collaboration. Cependant, étant l'évêque du Pays Basque français, il ne peut être exclu et il réussit à imposer sa propre organisation qu'est le CSBR. Mgr Mathieu et le CNCAB décident de lui laisser le champ libre au Pays Basque alors que c'est la zone qui concentre le plus de réfugiés, réduisant fortement son champ d'action. On explique cela par le fait que ne voulant pas afficher les divisions au sein du fragile mouvement d'accueil, ceux-ci préfèrent laisser la place au CSBR. Par conséquent ce dernier récupère le parrainage de la Citadelle ; ceci devient effectif lors de la séance du conseil municipal du 14 juin 1937 :

« Le Maire expose que, depuis la délibération prise par le Comité Municipal, en date du 19 Mai 1937, un Comité d'accueil pour les réfugiés espagnols a été formé dans les Basses-Pyrénées sous la Présidence de Monseigneur Houbaut, Évêque de Bayonne et que ce Comité veut se substituer au Comité français qui avait fait la démarche première d'utilisation de la Citadelle, pour l'hospitalisation des enfants réfugiés d'Espagne.
Qu'il y a accord à cet effet, entre les deux Comités.¹ »

Le CSBR doit donc apporter assistance aux réfugiés se trouvant au Pays Basque mais il s'occupe surtout et particulièrement de la colonie de la Citadelle². Il se charge des formalités administratives et quand les services de l'État ont besoin d'un interlocuteur ils s'adressent au comité. Le directeur de la colonie lui même le reconnaît, c'est la CBSR qui représente la colonie auprès des autorités, lors des inspections et se charge de traduire les textes administratifs³. D'autre part c'est Mgr Houbaut qui demande et obtient de la part de la préfecture un soutien financier pour les enfants de la Citadelle⁴.

Enfin, il faut aussi noter l'implication de Manuel de Intxausti, industriel

1 Archives communales de St-Jean-Pied-de-Port : Procès-verbaux des délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port, 1937-1939

2 ALONSO CARBALLÉS Jesús J., 1937 : *Los niños vascos evacuados a Francia y Bélgica Op. cit.* , 1998, p.240.

3 EAH – AHE, Archivo Histórico del Gobierno Vasco, Fondo del Departamento de Cultura: 75-480-01: Rapport de 65 pages du directeur Luis ARBELOA..., *op. cit.*, p.52.

4 ADPA, 4M253, Lettre de Maurice Mathieu, préfet des Basses-Pyrénées à Pierre Daguerre, sous-préfet de Bayonne, Pau, 18 juin 1937.

basque issu d'une famille ayant fait fortune aux Philippines et qui, juste avant la guerre, revient au pays. Quand elle éclate il passe la frontière et étant un fervent membre du PNV, il œuvre pour la cause basque de multiples façons comme nous l'explique Jean-Claude Larronde dans la biographie *Manuel de Ynchausti*¹. Dans le cas des enfants, il prend à sa charge près de quarante d'entre eux et organise sa propre colonie à Jatxou, à 14 kilomètres de Bayonne. Mais il finance aussi fortement la colonie de la Citadelle et y rend de fréquentes visites. Cependant, l'acteur principal de l'accueil des enfants à la Citadelle est le gouvernement basque.

V/ Le gouvernement d'Euzkadi et la Citadelle

Le gouvernement d'Euzkadi

Le gouvernement d'Euzkadi aussi nommé le gouvernement provisoire du Pays Basque se mit en place le 7 octobre 1937 au lendemain du vote du statut d'autonomie pour le Pays Basque par les *Cortes* espagnols. A sa tête nous trouvons, portant le titre de *Lehendakari*, José Antonio Aguirre membre du Parti Nationaliste Basque (PNV). Celui-ci dans l'espoir de créer un gouvernement d'union nationale intègre dans son cabinet des membres de tous les partis luttant en faveur de la République exceptés les anarchistes avec qui il considère que le fossé idéologique est trop profond. Puisqu'il ne s'agit pas d'un gouvernement indépendant, les membres de celui-ci portent le titre de conseiller et non de ministre. Ainsi il répartit les différents portefeuilles de la façon suivante en distribuant les postes les plus importants aux nationalistes :

- *Lehendakari* et conseiller de la Défense : José Antonio Aguirre (PNV)
- Conseiller de la Justice et de la Culture : Jesus Maria Leizaola (PNV)
- Conseiller du Gouvernement : Telesforo Monzon (PNV)
- Conseiller des Finances : Eliodoro de la Torre (PNV)
- Conseiller de l'Agriculture et de la Pêche : Gonzalo Nardiz (Action

¹ILARRONDE Jean-Claude, *Manuel de Ynchausti*, Villefranque, Éditions Bidasoa, 1998.

Nationaliste Basque - ANV¹)

- Conseiller de l'Industrie : Santiago Aznar (Parti Socialiste Ouvrier d'Euskadi - PSOE)
- Conseiller du Travail et des Communications : Juan de los Toyos (PSOE)
- Conseiller de l'Assistance Sociale : Juan Gracia (PSOE)
- Conseiller des travaux publics : Juan Astigarrabia (Parti Communiste d'Euskadi)
- Conseiller du Commerce : Ramon Maria de Aldasoro (Gauche Républicaine - IU)
- Conseiller de la Santé : Alfredo Espinosa (Union Républicaine - UR)²

A la chute du front du Nord, le gouvernement ne décide pas de se dissoudre mais de continuer son œuvre en exil avec l'espoir de revenir dans un futur plus ou moins proche. Ainsi la majeure partie de celui-ci se rend à Barcelone tandis que certains conseillers, par exemple Jesus Maria Leizaola, restent à Paris. L'exil entraîne aussi quelques changements. D'une part Alfredo Espinosa est fusillé par les franquistes le 24 juin 1937 et Eliodoro de la Torre assume son portefeuille de la Santé en plus de celui des Finances. D'autre part Juan Astigarrabia est exclu de son poste et non remplacé.

Les membres du gouvernement rattachés à la Citadelle

Les deux conseillers dont le travail est le plus en relation avec la Citadelle sont Eliodoro de la Torre et Jesus Maria Leizaola. Le premier veille au financement et au bon état sanitaire de la colonie tandis que le second est chargé de l'aspect éducatif.

Eliodoro de la Torre est né le 6 mars 1889 à Barakaldo en Biscaye. Il commence à travailler comme employé de banque puis entre dans le monde de la finance. Avec le temps et l'expérience, il devient un expert des problèmes économiques du Pays Basque. Il est un des fondateurs du syndicat ELA-STV

¹ Petit parti nationaliste ayant quitté le PNV car il se positionne idéologiquement à gauche.

² ELGOYHEN Mathieu, *Gernika, La guerre d'Espagne au Pays Basque*, Saint Sébastien, Elkar, 2007, p.60.

(Solidarité des Travailleurs Basques) affilié au PNV et un des fondateurs du coopérativisme au Pays Basque. En 1933, il est élu vice-président du conseil national d'ELA alors qu'il est déjà conseiller municipal de Deustu. De plus, la même année puis en 1936, il est élu par deux fois comme député de Biscaye aux *Cortes* avec le sigle du PNV. Quand la Guerre Civile débute, il intègre la Junte de Défense de Biscaye puis le gouvernement d'Aguirre en tant que conseiller aux finances. Il est un des ministres les plus actifs en créant une sorte de monnaie propre au Pays Basque, en réorganisant les usines d'armement et l'organisation du travail dans les usines en général pour plus d'efficacité. Quand Bilbao tombe, il se rend en France et réussit à maintenir des centres de finance du gouvernement dans certains pays étrangers, Venezuela, France... Ceci permet au gouvernement de continuer à récolter de l'argent notamment de la part de la diaspora basque qui est très présente en Amérique du sud. Ainsi, bien qu'il soit en exil, le gouvernement d'Aguirre peut continuer à agir pour ses citoyens surtout en aidant les réfugiés. Eliodoro de la Torre qui en juin 1937, a récupéré le portefeuille de la Santé a vu son rayon de compétences significativement s'élargir. Grâce à cela il organise surtout en France un large réseau d'écoles, de refuges et d'hôpitaux comme La Roseraie à Biarritz, précédemment citée. Ainsi, c'est cet homme qui est chargé de gérer les dotations faites à la colonie. Donc c'est à lui que doivent s'adresser les responsables de la colonie s'ils veulent obtenir un quelconque financement exceptionnel tel que le réaménagement du système sanitaire de la colonie en mai 1938¹. Par ailleurs, dans les photographies que nous avons, nous remarquons qu'il est présent sur quatre clichés avec trois tenues différentes, donc il s'y est rendu au moins trois fois en moins de deux ans, ce qui prouve l'attention qu'il y accorde alors qu'il est basé à Paris.

Jesus Maria Leizaola est né le 7 septembre 1896 à Saint-Sébastien ; très jeune il s'engage politiquement dans le PNV. Après avoir suivi des études de droit, il devient fonctionnaire au sein de la députation forale de Guipuscoa en 1917. Puis de 1919 à 1925 il fait ses preuves en tant que directeur des finances de la mairie de Bilbao. En 1931, 1933 et 1936 il est élu comme député aux *Cortes* pour la province du Guipuscoa. Donc, fort de son expérience politique et de ses

¹ Beyris LEG 260 DOC 3 ARCH 14, Projet de réaménagement sanitaire de la colonie de la Citadelle et demande de financement par Luis Bilbao à Eliodoro de la Torre le 30 mai 1938.

compétences comme avocat, Jose Antonio Aguirre l'intègre dans son gouvernement en tant que conseiller à la Justice et à la Culture. Lors de la campagne de Biscaye, il est un des derniers hauts responsables politiques à quitter Bilbao car il a la charge de la junte de défense. Celle-ci a pour objectif de défendre la ville le plus longtemps possible pour permettre l'évacuation des civils et empêcher les anarchistes de tout brûler. Lorsqu'il part en exil, le *lehendakari* lui demande de ne pas le rejoindre à Barcelone mais d'aller à Paris et de s'occuper des exilés basques en France. Son portefeuille inclut l'éducation et il est donc le responsable du réseau des colonies scolaires du Gouvernement Basque. Par exemple, à la Citadelle, la gestion du site, du personnel et de l'éducation des enfants dépend du Département de la Justice et de la Culture. A ce titre, il est le supérieur du directeur de l'établissement de la Citadelle et c'est lui qui décide en janvier 1938 de remplacer Bizente Amezaga par Luis Arbeloa.

Le gouvernement d'Euzkadi possède à Bayonne une délégation qui a ses bureaux aux allées Paulmy. En effet, au Pays Basque français existe l'une des plus importantes concentrations de réfugiés basques. Dans cette délégation dont nous savons peu de choses, on trouve le service de l'inspection générale de l'hygiène pour le Gouvernement Basque en France. Ce service est dirigé par Luis Bilbao qui est l'inspecteur général de l'hygiène pour le gouvernement d'Euzkadi en France. Il dépend directement du conseiller de la santé. Ainsi il se rend plusieurs fois à la Citadelle pour y faire des inspections¹. Il collabore sur place, étroitement avec le médecin de la Citadelle, José Arrue puis avec Domingo de Achondo qui le remplace le 7 mai 1938. Tous deux ont été nommés par Eliodoro de la Torre qui est leur supérieur. Le travail de Luis Bilbao consiste à contrôler si les enfants vivent dans de bonnes conditions. Quand ce n'est pas le cas, il a le pouvoir de demander au directeur de prendre des mesures. Il peut aussi se concerter directement avec le médecin de la colonie pour apporter des améliorations sans avoir besoin de l'aval du directeur. En cas de problèmes majeurs, il peut faire appel directement à son supérieur.

Donc, pour résumer, la colonie de la Citadelle est sous la responsabilité du

¹ Beyris LEG 260 DOC 3 ARCH 14DV_116_10764. Rapport de Luis Bilbao à propos de l'état sanitaire de la Citadelle envoyé au conseiller de la santé le 30 mai 1938.

conseiller de la Culture et de la Justice, Jesus Maria Leizaola. Celui-ci est le supérieur du directeur, qui gère le site et l'équipe, ainsi que de l'inspecteur de l'enseignement. Concernant la santé et les services sanitaires, c'est le conseiller de la Santé, Eliodoro de la Torre, qui en a la charge car c'est lui qui nomme le médecin de la Citadelle. Le service d'inspection de l'hygiène, incarné par Luis Bilbao, est l'une de ses sections. Enfin, c'est aussi Eliodoro de la Torre qui se charge de financer le refuge car il a aussi la casquette de conseiller des Finances du gouvernement d'Euzkadi.

En conséquence, avant que les enfants n'arrivent, un réseau important de soutiens s'est déjà mis en place avec la mobilisation des catholiques et par quelques Basques présents. Mais ce réseau continue à se structurer après l'arrivée des enfants car sa mise en place a été tout de même assez tardive et dispersée. D'ailleurs son action le sera également. Il faut noter que ce sont les évêques des Landes et des Basses Pyrénées qui se mobilisent le plus mais que leurs désaccords politiques handicapent leurs capacités à agir, alors que c'est sur ce territoire que se trouvent la plupart des réfugiés. Cependant le gouvernement basque qui a envoyé les enfants assure un important suivi de la colonie.

En juin 1937, ce sont donc des enfants venus du Pays Basque qui arrivent à la Citadelle après un long périple. Même si la grande majorité arrive le 24 juin 1937, d'autres continuent à affluer par la suite. Malgré un contexte national difficile, la colonie réussit à s'installer mais reste à la merci des bouleversements politiques de l'État. Le jeune gouvernement basque fait tout son possible pour s'organiser dans ce contexte extrêmement ardu et malgré la défaite, continue à travailler en exil. Le site prêté gratuitement par la commune a été organisé par le gouvernement qui a pu s'appuyer sur un réseau de soutiens importants et divers qui le suit de près. Cependant cet accueil est fortement soumis au contexte local et national instable de cette époque. Les préparatifs de la future institution ont ainsi commencé bien avant l'arrivée des enfants, mais se sont terminés dans l'urgence de l'évacuation. Nous allons maintenant voir comment s'est organisée la colonie dans cette forteresse.